

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

JEUDI 17 MARS 1977
N° 402 1,50 F

Belgique 15 FB
Commission paritaire 56942

CONSEIL NATIONAL
PALESTINIEN

L'OLP dans la lutte
pour une Palestine
démocratique

Voir p.2

Élections
en Inde

UNE
PROFONDE
CRISE
SE
PRÉPARE

Depuis jeudi matin, les élections ont commencé en Inde, au bout de deux ans d'état d'urgence. Pendant toute la campagne électorale, Indira Gandhi, le premier ministre a vu son parti se diviser. Le ministre de l'agriculture, haute personnalité de la caste méprisée des intouchables a démissionné à moins d'un mois des élections parce qu'il s'opposait à Indira sur l'état d'urgence. Du même coup, Indira perdait deux prétextes qui lui servaient à légitimer l'état d'urgence. D'une part, elle affirmait vouloir faire observer les décrets d'abolition du servage, et pour cela avait nommé un intouchable ministre et d'autre part elle affirmait vouloir détruire radicalement avec l'appui des intouchables les structures féodales. La démission de Ram signifie notamment que l'état d'urgence n'a pas servi à modifier fondamentalement cette situation ; mais que par contre il a servi de prétexte pour assassiner les leaders paysans, les jeter massivement en prison comme les chefs syndicalistes.

Voir p.7

APRÈS WYHL
EN ALLEMAGNE

HALTE AUX
CENTRALES
NUCLÉ-
AIRES EN
ALSACE !

Voir p.6

ITALIE

MANIFESTATION PCI-DC À BOLOGNE

LE PCI ET LA DROITE MAIN DANS LA MAIN POUR L'ORDRE BOURGEOIS



La violence policière que soutiennent la DC et le PCI

Alors que les manifestations étudiantes, à Rome et Bologne surtout, se font de plus en plus dures, le parti révisionniste italien, qui s'est vu à maintes reprises dénoncé par le mouvement au cours des dernières

semaines, choisit résolument le camp du pouvoir. A Bologne, dans une ville où il jouit depuis trente ans d'un pouvoir quasi total, il appelle à une manifestation commune avec le parti gouvernemental, qu'il soutient

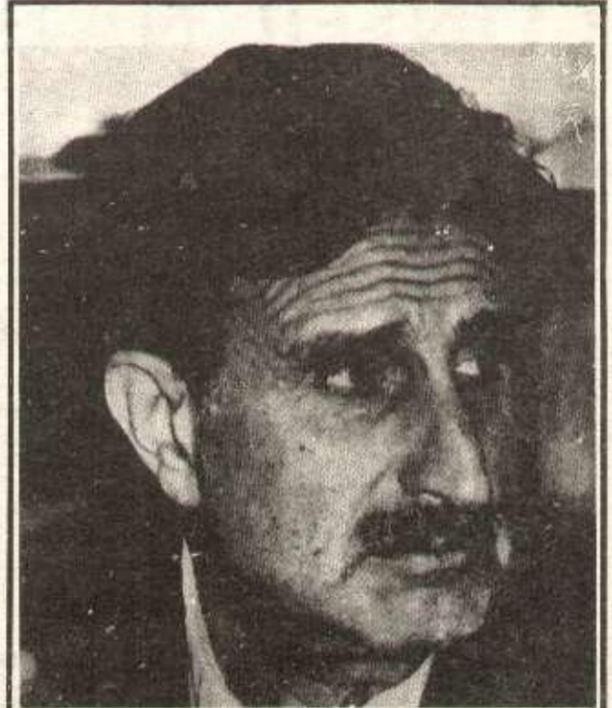
depuis 9 mois par son abstention, pour défendre l'«ordre public» et la police, «gardienne de l'Etat démocratique». Le P(C)I passe délibérément sous silence les assassinats perpétrés dans cette ville par cette même police et met en avant les exactions perpétrées par certains groupes ralliés aux étudiants pour criminaliser l'ensemble du mouvement. Il manifeste ainsi sa bonne volonté à l'égard de la bourgeoisie au pouvoir, qui à plusieurs reprises, au cours des dernières semaines, avait mis en doute sa capacité à faire taire le mouvement des masses.

Lire notre article
en p.7

AFFAIRE SPAGGIARI

LE JUGE REFUSE D'INCULPER L'AVOCATE

Voir p.4



KAMAL JOUMBLATT

Dirigeant du Mouvement
National Libanais

ASSASSINE

Voir notre article p. 7

SESCOSEM

Voir p.5

Des travailleurs
par centaines hier
au tribunal

THOMSON DEVRA CÉDER !

Hier matin à l'heure prévue, 300 travailleurs et travailleuses de la Sescosem débrayaient, puis montaient dans les cars qui les conduisaient, de l'usine de St Egrève jusque devant le palais de justice de Grenoble, place St André.

Pendant qu'une centaine de filles pénétraient dans l'enceinte du tribunal pour soutenir leurs camarades, les autres se massaient devant pour recevoir les délégations des boîtes de Grenoble venues apporter leur soutien : Richier, Neyrpic, Ugine-Carbone, Merlin-Gérin, Caterpillar...

Profitant de la journée d'action pour l'emploi dans le trust Thomson, une délégation de Bourgogne Electronique et une de Thomson-Thonon étaient également venues témoigner de leur soutien et montrer l'unité du combat contre le trust et ses plans de chômage.

L'affaire a été mise en délibéré jusqu'à vendredi prochain, mais les avocats de la CGT et de la CFDT ont plaidé «l'incompétence du tribunal». Jusqu'à 11 h 30 hier dans les rues de Grenoble, ce sont environ 1 000 travailleurs qui ont manifesté.

L'OLP DANS LA LUTTE POUR UNE PALESTINE DEMOCRATIQUE -2-

L'ENJEU DU CONSEIL NATIONAL PALESTINIEN



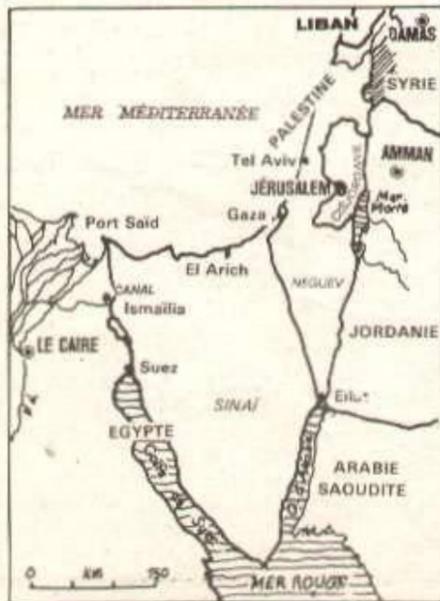
S'opposer à la voie de la capitulation...

Depuis la fin de la guerre d'octobre 1973, les Etats-Unis et l'URSS ont cherché à profiter de la «déstabilisation» opérée dans la région pour établir, à leur avantage, un «règlement global» du conflit du Proche-Orient.

Le nœud du problème étant la position de la Résistance Palestinienne, les USA comme l'URSS en effet, chacun à sa manière, veulent en arriver à faire reconnaître l'existence de l'Etat d'Israël par les régimes arabes du champ de bataille... et par l'OLP elle-même. Les Etats-Unis pour consolider la position d'Israël face aux pays arabes. L'URSS pour aboutir à un règlement cautionné par elle qui lui donnerait de toute façon droit de regard et prétexte à intervention plus directe dans la région, en même temps que des points d'appui supplémentaires — la situation ainsi «stabilisée» restant fondamentalement instable, du fait du maintien de l'Etat sioniste.

LE COMLOT IMPÉRIALISTE

Jusqu'à présent, ce sont les USA qui ont marqué le plus de points et ont eu l'initiative, en général : ils ont suivi la tactique dite de «déstabilisation» de Kissinger. Ne se présentant plus, momentanément comme les défenseurs inconditionnels de l'Etat d'Israël, ils se sont posés comme les intermédiaires obligés entre Israël et les pays arabes, comme les seuls disposés et en mesure d'obtenir des concessions de leur allié sioniste : la restitution des territoires pris à l'Egypte (Sinaï) et à la



Syrie (Golan) lors de la guerre de 1967.

Ce faisant, les USA ont pu disloquer le front égypto-syrien formé lors de la guerre d'Octobre.

L'Egypte, d'abord, a reconnu de facto, l'existence de l'Etat d'Israël, contre la restitution d'une toute petite partie du Sinaï.

Le prix à payer par la Syrie, pour récupérer le Golan, dans cette logique, était dès lors d'autant plus lourd : pour espérer avoir droit à recouvrer cette position stratégique qui surplombe Israël, il ne lui fallait rien moins que créer les conditions pour un règlement global impérialiste, c'est-à-dire avant tout se porter garante de la capitulation politique de la Résistance Palestinienne.

Que la Syrie apporte sur un plateau la renonciation de la Résistance à ses objectifs stratégiques, et alors seulement elle pourrait bénéficier de «l'arbitrage» américain — cautionné par les Soviétiques — avec Israël.

C'est le fondement du complot américain qui a commencé par les provocations des fascistes libanais contre la Résistance au Liban, par les manœuvres politiques de la Syrie pour se soumettre la Résistance et finalement par l'attaque militaire directe contre elle. La guerre d'agression syrienne, ses différentes phases contre la Résistance poursuivaient toujours le même but : obtenir la capitulation politique de l'OLP.

Les coups portés par l'armée syrienne à la Résistance ont été très durs : mais ils ont été stoppés, juste avant qu'ils n'en arrivent à la liquidation militaire de la Résistance.

LES ACCORDS DE RYAD

Pourquoi ? Il semble que les différents Etats arabes, notamment l'Arabie Séoudite, grand argentier, mais aussi l'Egypte n'aient pas voulu à ce moment-là, de cet écrasement militaire qui aurait signifié un gigantesque bain de sang, vu la détermination du peuple palestinien à résister. Il semble qu'ils n'en aient pas voulu, d'une part, parce que la Syrie aurait pris, ainsi, au Moyen-Orient un poids politique trop important, comme principal pivot arabe de la politique américaine dans cette région et comme disposant des atouts maîtres dans un règlement global à venir.

D'autre part, parce que la liquidation pure et simple de la Résistance Palestinienne dans ces conditions, aurait entraîné une division profonde des pays arabes et un recul grave dans leur recherche (chacun à son profit) d'une

certaine unité.

C'est pourquoi les Accords de Ryad (où l'OLP a finalement pu participer) ont une double signification : d'une part, ils arrêtent le bras armé syrien, au moment où il prétendait écraser la Résistance, et c'est positif ; mais d'autre part, ils laissent en place (le renforçant même sous le couvert des casques verts) l'étau militaire syrien autour de la Résistance. Et surtout, ils montrent que les Etats arabes signataires de Ryad entendent collectivement, participer à un «règlement global», en s'occupant — collectivement — de cerner militairement et de faire plier à leurs visées la Résistance.

LE PROJET DE MINI-ÉTAT PALESTINIEN

La solution envisagée, avec des variantes, va dans le sens de la création d'un mini-Etat palestinien — constitué en Cisjordanie et Gaza — territoires qui seraient concédés par Israël, en même temps qu'il rendrait le Golan à la Syrie et le Sinaï à l'Egypte. Tout le problème est de faire accepter ce projet à la Résistance : qu'elle renonce à l'objectif de libération de toute la Palestine et considère que ce mini-Etat constitue l'aboutissement de sa lutte — qu'elle reconnaisse donc de fait, une fois le mini-Etat créé, l'existence de l'Etat d'Israël. De plus, il s'agit d'obtenir toutes les garanties politiques pour que ce mini-Etat soit vraiment fantôme, et placé sous un pouvoir qui renonce effectivement, intégralement à l'objectif stratégique de la Résistance.

Selon certaines solutions, la meilleure garantie politique serait encore de placer le mini-Etat sous la tutelle du régime jordanien de Hussein...

Le projet, le complot ne date pas d'aujourd'hui. Il est présent dès après la guerre d'Octobre. C'est pourquoi l'OLP avait dû y faire face, dès le Conseil National Palestinien de janvier 1974. Elle avait alors adopté une déclaration en dix points.

L'OLP FACE AU PROJET

Le premier point déclare : «L'OLP lutte

par tous les moyens dont elle dispose, notamment la lutte armée, pour libérer le territoire palestinien et édifier l'autorité nationale indépendante et combattante du peuple palestinien sur toute partie du territoire palestinien qui sera libéré».

Le troisième point ajoute : «L'OLP lutte contre tout projet ou entité palestinienne dont le prix serait la reconnaissance de l'ennemi, la conclusion de la paix avec lui et le renoncement aux droits historiques de notre peuple à rentrer chez lui et décider de son propre sort».

Et le quatrième point : «L'OLP considère que toute mesure de libération n'est qu'un pas vers la réalisation de son objectif stratégique, à savoir l'édification d'un Etat palestinien démocratique».

Depuis, les pressions sur la Résistance se sont considérablement multipliées et appesanties : celles des deux superpuissances, mais aussi des Etats arabes coalisés pour le moment pour imposer leur solution — avec en plus l'affaiblissement militaire dû à la guerre syrienne.

La marge de manœuvre de l'OLP s'est rétrécie, de même que les pressions externes, si fortes, ont nécessairement des répercussions internes. Tout l'enjeu du Conseil National Palestinien qui se déroule en ce moment est là : voie de la capitulation ou voie du compromis nécessaire qui parvient à préserver l'essentiel et l'avenir.

VERS UNE CINQUIÈME GUERRE ?

Paradoxalement, c'est peut-être les conséquences mêmes du complot impérialiste qui risquent de bouleverser et de bloquer la situation. En effet, plusieurs Etats arabes sont allés si loin dans la voie de la conciliation avec Israël, que l'Etat sioniste n'a cessé de faire monter les enchères et de se montrer de plus en plus intransigeant, de moins en moins prêt à faire des concessions. Il est appuyé en cela par Carter, qui lui livre de nouvelles armes et s'est déclaré partisan de «frontières défendables» — ce qui veut dire des concessions territoriales bien moindre encore que «des frontières sûres et reconnues» (de la résolution 242 de l'ONU).

Ainsi le blocage de la situation peut déboucher sur une cinquième guerre. En février dernier, Yasser Arafat a même déclaré : «Israël déclenche une cinquième guerre contre les Arabes... (Il est difficile) d'envisager le règlement de la crise au moment où le rapport de forces est nettement en faveur d'Israël».

DESISTEMENTS : UN ENTRACTE DANS LES DISPUTES ET RIEN DE PLUS

C'est dans l'unité apparente que les deux grandes coalitions de la scène politique iront à la bataille pour le deuxième tour de ces élections municipales. De part et d'autre, on s'en félicite assez bruyamment, et on tente de minimiser les querelles qui ont précédé les élections de dimanche dernier. Et pourtant, celles-ci ne sauraient être oubliées, car la situation politique qu'elles traduisaient se prolongera bien au-delà du scrutin de dimanche prochain.

DÉSISTEMENTS...

Souvenons-nous de ce que ces messieurs se sont jetés à la tête. Côté «majorité», Sanguinetti, du RPR, traitait Poniatowski de «mauvais génie du régime» et Lecanuet d'«homme de la préhistoire» et de «dinosaurien». Giscard lançait à l'adresse de Chirac : «le pluralisme... c'est comme quand on parle de liberté : ça ne consiste pas dans le tapage nocturne». Celui-ci répliquait : «j'ai entendu depuis quelques jours des mots qui ressortaient d'une sorte de vacarme (...) le président de la République, je crois, les a employés (...). Qui est responsable de la discorde ? Est-ce ce petit groupe qui, quotidiennement, représentant une petite fraction de la majorité, m'agresse (...) ou est-ce moi ?»

Bref, comme Giscard aimait à le dire lui-même : «Les conditions dans lesquelles se déroule à Paris la campagne des municipales ne sont pas celles du pluralisme, mais de la discorde». Barre mettait les points sur les «i» quant à la signification politique de cette polémique, en écrivant à Chirac que son attitude était «un défi au président de la République et une ignorance délibérée du gouvernement».

A GAUCHE : TRIPATOUILLAGES

Pour autant, les choses

n'allaient pas mieux à gauche. Marchais, traitant de l'attitude du partenaire socialiste, proclamait : «Il faut cesser les tripatouillages qui n'ont rien à voir avec la démocratie». Il s'agissait, par exemple, de Marseille, où le PCF n'a aujourd'hui d'autre issue que d'enregistrer le succès des «tripatouillages» de Defferre.

Pour les signataires du programme commun, c'est aussi des divergences allant bien au-delà de la répartition des sièges dans telle ou telle ville qui se manifestaient ainsi. Traitant de l'affirmation du PCF selon laquelle Giscard et Chirac «c'est

bonnet blanc et blanc bonnet», Martinet du PS disait : «Le raisonnement du PCF est parfaitement idiot (...)» Ce dernier «n'est pas débarrassé de la crainte d'un retournement politique du PS». «Ils cherchent à nous intimider». Et, comme en écho, Fiterman du PCF, reprenait : «A privilégier une partie de la droite contre l'autre, on lui faciliterait la tâche et on ouvrirait la voie à des compromis avec elle, qui conduiraient directement à retomber dans les ornières du passé».

QUEL PROJET DE SOCIÉTÉ ?

La dispute, partant de questions de tactique électorale, en venait même à déterrer le fond des contradictions qui opposent entre eux dirigeants socialistes et révisionnistes, sur la question des nationalisations : capitalisme d'Etat, ou simple aménagement du

régime existant ? Fiterman reprochait à Attali de vouloir «laisser pour l'essentiel entre les mains des gros possédants la propriété des entreprises» que le programme commun prévoit de nationaliser.

D'un côté comme de l'autre, à qui fera-t-on croire commun (comme celui qui vient d'être décidé avec Fabre, Marchais, Mitterrand), qu'une série de fondes divergences qui se sont manifestées des semaines durant ? Les éléments qui ont fait de la situation politique une situation bloquée pour la bourgeoisie restent en place. Dès lundi prochain, les lampions électoraux éteints, on en reparlera.

J. LERMET



Clichy, la campagne du 1^{er} tour. Aujourd'hui le PCF se désiste pour son concurrent socialiste. Mais les plaies ouvertes ne sont pas prêtes de se cicatrifier.

CHIRAC : «J'ai de grandes ambitions pour Paris»... ET POUR LUI-MÊME ?

«Je n'ai jamais prononcé un mot qui puisse alimenter une polémique quelconque» à l'intérieur de la «majorité» : c'est ce que Chirac a trouvé à dire hier soir à la radio. A croire que tout ce bruit a eu lieu pour rien. L'après-midi, même chanson dans France-Soir : les paroles qu'il avait prononcées à Saint-Nazaire, dénonçant : «l'incertitude au sommet ? Rien qu'un phénomène caractérisant à l'heure actuelle la plupart des démocraties occidentales», «aucun rapport avec l'action du gouvernement actuel». En somme, à Saint-Nazaire, monsieur Chirac avait parlé pour ne rien dire. Ce qui n'était pas du tout de l'avis de Giscard, qui l'avait vertement tancé à ce sujet.

Mais il faut être sérieux,

et penser à l'avenir : le futur maire de Paris rêve déjà : «d'assumer au niveau qui convient le rôle national et international de la capitale» : «à cet égard, j'ai de grandes ambitions pour Paris». Ou plutôt, de grandes ambitions pour Chirac : ne s'agit-il pas, déjà, d'apparaître en quelque sorte comme le second personnage de l'état en attendant de pouvoir ravir sa place au premier ?

Quant à ses relations avec le gouvernement, le président du RPR a soigneusement ménagé l'avenir : il a repris la formule selon laquelle sa formation : «continuera à soutenir l'action du gouvernement dans toute la mesure où il ne changera pas les options fondamentales de sa politique». Ce qui laisse la porte ouverte à tout

moment pour estimer que ces «options fondamentales» sont «changées».

Un des atouts du RPR est en effet de tenir, à l'aide de sa puissance parlementaire, le sort du gouvernement entre ses mains jusqu'aux prochaines élections législatives. A cet égard, la déclaration de Chirac selon laquelle une éventuelle dissolution du parlement «ne dépend que du président de la République» n'est qu'une dérobade : ou bien Giscard estimerait le moment opportun pour trancher l'instabilité actuelle, ou bien le RPR déciderait de rendre la vie intenable au président de la République : ce sont deux hypothèses, et non pas un, dans lesquelles les élections anticipées pourraient intervenir.

D'Ornano - Chirac après la guerre, la guérilla

«Il serait incorrect vis-à-vis des électeurs de ne pas faire savoir dès maintenant que les deux listes auraient une représentation équitable dans la municipalité de Paris. Toute réponse dilatoire serait contraire à l'unité de la majorité qui est, depuis l'origine, ma seule préoccupation».

C'est le dernier communiqué publié par d'Ornano avant l'heure limite de dépôt ou de retrait des candidatures pour le deuxième tour des élections.

Le matin, le ministre républicain indépendant avait demandé, dans une entrevue au président du RPR, que les conditions suivantes soient satisfaites : d'accord pour élire Chirac maire de Paris. Mais nous exigeons le premier adjoint, chargé de la présentation du budget de la capitale, ainsi qu'un nombre d'adjoints proportionnel aux conseillers de notre liste qui auront été élus. La réponse de Chirac avait été négative.

En somme, contrairement à ce que prétendait Barre, la «périphérie», ce n'était pas les querelles de la veille, c'est l'unité provisoire de ces quelques jours.

Ceci d'autant plus qu'un des candidats de d'Ornano a finalement décidé de se maintenir : il s'agit de Tolu,

centriste, qui entrera en concurrence avec Couve de Murville dans le 8^e arrondissement. Au premier tour, ce dernier battait Tolu de plus de 10% des voix. Mais voilà : au deuxième, la liste de gauche n'a pas assez de voix pour se maintenir, et se trouve légalement éliminée. Ce qui fait que Tolu peut espérer récupérer les voix socialistes.

Les conséquences vont bien au-delà d'un simple arrondissement : selon les pointages arithmétiques, au cas où toutes les listes de la «majorité» arrivées en tête se désistaient les unes pour les autres, Chirac était assuré d'avoir 53 conseillers avec lui ; il ne lui manquait que deux voix pour la majorité absolue. Même si Couve de Murville, éternel perdant de dernière heure des batailles électorales, est encore battu, cela ne fera que quatre voix de moins au conseil de Paris : juste de quoi, pour les d'Ornanistes, se trouver en meilleure position de marchandage pour un certain nombre de postes à pourvoir.

En dernière minute, d'Ornano s'est cependant résigné, dans une lettre à Chirac, à désavouer son candidat du huitième arrondissement.

Valse-hésitation

Mardi après, un communiqué de le Tac, député chiracien, concurrent de d'Ornano dans le 18^e arrondissement, annonçait son désistement en faveur de ce dernier. Dans l'après-midi d'hier, un autre communiqué affirmait qu'il avait purement et simplement rendu la liberté à ses électeurs. Finalement, dans la soirée, il faisait savoir que la première position était bien la bonne. En tout cas, voilà qui ne va pas spécialement favoriser l'élection personnelle de d'Ornano au Conseil de Paris dans un arrondissement déjà tenu par la gauche.

Paris : avant un maire, un préfet

La ville de Paris est, paraît-il, devenue une municipalité comme les autres. A ceci près qu'elle a un préfet de police, qui gardera des pouvoirs très étendus. A ceci près, également, qu'elle est aussi un département, et qu'elle a un préfet. Celui-ci vient d'être remplacé : ce sera le même que le préfet de la région parisienne. En somme, un homme qui aura beaucoup d'atouts entre ses mains. Et qui sera en mesure de tenir tête à un maire de Paris, genre Chirac, au nom du gouvernement giscardien. D'ailleurs, c'est un expert : ne vient-il pas directement du cabinet de Poniatowski ?

«Autocritique» à l'Humanité ?

Le PCF s'intéresse aux voix recueillies par les listes constituées par les trotskistes avec l'OCT, dans un certain nombre de villes où elles pourraient faire la décision au deuxième tour, dimanche prochain. Ce qui conduit, par exemple, à la présence d'un membre de ces listes à la réunion électorale de l'union de la gauche, cette semaine à Saint-Etienne.

Ce qui amène aussi la parution de curieux articles dans «L'Humanité». Jean George y écrivait hier : «Des votes examinés de près, pour le second tour et bien au-delà (...), 9,5 % à Montbéliard, 10 % à Vénissieux, 8,3 % à Caen pour les listes gauchistes expriment aussi, à leur manière, le refus de la situation actuelle».

Rappelons à M. George qu'à Vénissieux, la situation actuelle, au plan municipal, c'est justement un maire appartenant au PCF. Effectivement, ces 10 % de voix expriment le «refus de cette situation» !

Va et vient

L'ancien maire de Nancy, Martin avait annoncé dimanche soir qu'il allait se désister pour le républicain indépendant Coulais, qui l'a distancé au premier tour. Hier matin, «L'Humanité» annonçait qu'il maintenait sa candidature. Mais, par ailleurs, il faisait savoir par les radios qu'il se retirait, sans appeler à voter pour aucun des candidats. Quand on ne sait plus à quel saint se vouer...

POLITIQUE

APRÈS LE 1^{er} TOUR

AUXERRE

LES LENDEMAINS QUI DÉCHANTENT A GAUCHE

La progression électorale de l'union de la gauche est nettement sensible dans l'Yonne. Seule tâche pour les partis du programme commun : Auxerre. En effet alors que bon nombre de petites municipalités de moins de 30 000 habitants, comme Tonnerre, ont vu dès le premier tour le candidat de la gauche arriver en tête, Soissons, ministre républicain indépendant, a au contraire été réélu dimanche avec 53 % des voix.

Le fait qu'Auxerre rassemble l'essentiel de la bourgeoisie de l'Yonne n'explique pas tout. La «gauche» auxerroise vit un lendemain qui déçoit. Fernandez, membre du comité central du PCF, tête d'une liste composée de membres du PSU, de radicaux de gauche et autres divers n'a obtenu que 13,82 % des voix. Le PS, de son côté, a fait cavalier seul et remporté 32 % des suffrages.

L'équilibre de la gauche est donc complètement inversé par rapport à 1971 ! Officiellement, le PCF accuse ses partenaires d'avoir «brisé la dynamique de l'union». Cependant, le virage qu'il avait amorcé juste

avant les élections commence à se préciser, au vu des résultats piteux obtenus particulièrement dans les quartiers populaires où il recrutait son électoral.

Aussi, après le changement de secrétaire déjà intervenu à la CGT, le parti révisionniste examine de plus près le cas du Foyer de Jeunes Travailleurs, où des licenciements ont été prononcés... par ses propres adhérents. La popularisation par les jeunes du foyer de cette douteuse affaire, leur intervention dans le meeting électoral tenu contre Soissons l'avant-veille des élections, n'ont certainement pas contribué à mobiliser l'électorat du parti qui prétend représenter la classe ouvrière.

La veille du vote, la CGT s'avisait d'ailleurs brusquement dans un tract de faire volte-face et d'afficher son soutien à la lutte des résidents. Mais il faudrait autre chose qu'un papier de dernière minute pour recréer une confiance entamée. Les règlements de compte internes ne sont pas encore arrivés à leur terme !

Correspondant

Les élections en Alsace

STRASBOURG :

Il n'y aura pas de deuxième tour

Etienne Trocne (PS), tête de liste de l'union de la gauche, avait donné rendez-vous aux Strasbourgeois, le 20 mars à l'hôtel de ville de Strasbourg : en fait, il n'y aura même pas de deuxième tour, la liste Pfimlin-Bord, l'ayant emporté dès le premier tour, avec 52,61% des suffrages soit 9% de moins qu'en 1971.

Malgré une progression de 9% également par rapport à 1971, c'est un résultat décevant pour l'union de la gauche à Strasbourg qui espérait avoisiner les 40% alors qu'elle ne recueille que 28% (score de -10% par rapport au score de Mitterrand aux dernières présidentielles).

Le phénomène nouveau, c'est le succès de la liste écologique «Strasbourg villages», qui avec 10,46% des suffrages, a traduit la volonté de nombreux Alsaciens de se situer en dehors du jeu traditionnel des partis bourgeois et de développer à partir des quartiers, une

alternative populaire et alsacienne. Quant à la liste OCT-LCR, qui a recueilli 4,96% des voix, l'un de ses porte-parole a interprété dimanche soir ce résultat comme un «problème posé à l'union de la gauche» à laquelle il a reproché son attitude électorale et qui refuse de poser les vrais problèmes et qui finalement «n'a pas été payante».

L'absence de deuxième tour empêchera de mesurer l'ampleur des contradictions qui entourent cette liste : nombre de ceux qui ont voté pour elle dimanche n'avait nullement l'intention de suivre les consignes de désistement pour la liste de Trocne au deuxième tour, qui avait été décidé. A noter enfin que le chiffre de participation est en hausse à Strasbourg, comme ailleurs mais le nombre des abstentions est toujours considérable (en égard au battage fait autour de ces élections) : il y a eu 39% d'abstention contre 48,10% en 71 et 45,93% en 59.

COLMAR :

ÉLECTION TRIANGULAIRE DIMANCHE

Il y avait 3 listes en présence à Colmar, ville se situant traditionnellement à droite, mais le développement industriel récent a transformé assez considérablement la sociologie. Pressée de se disputer la succession du maire Rey, qui a finalement annoncé qu'il céderait la place dans un an, la droite s'était divisée en 2 listes, l'une conduite par Rey, et soutenue par la majorité (elle a obtenu 39 % des voix), l'autre par le tandem Kald-Dreyfuss (ancien adjoint maire), qui se présentait comme indé-

pendante (elle a obtenu 29,42 % des voix). La liste d'union de la gauche conduite par l'avocat PS, Wemaere (nouvellement élu conseiller général de Colmar-Nord) a obtenu 31,59 % des voix, soit à peine 1 % de plus qu'au 1^{er} tour des élections cantonales, une comparaison avec les municipales de 71 n'étant pas possible puisque à cette époque les socialistes figuraient sur la liste Rey alors dans l'opposition. Les 3 listes qui se maintiennent au 2^e tour on fait un appel aux abstentionnistes (un peu plus de 38%).

Provisoirement résigné

Interrogé à propos des résultats des élections municipales, Marchais s'est montré des plus conciliants à l'égard du parti socialiste. Quand on lui a dit que le PS était le premier parti de France, il a répondu : «Il faut un premier et un second». A propos des villes où ils étaient en concurrence dimanche dernier, il a ajouté : «J'attire votre attention sur le fait que dans un certain nombre de cas il s'agissait de villes qui avaient appartenu au PS. L'accord ne s'était pas fait au premier tour parce que le PS n'avait pas voulu nous donner la place qui nous revenait. Par conséquent, je considère que, dans ces conditions-là, les résultats obtenus sont satisfaisants».

14 villes sur 17 où cette situation s'est produite ont vu le parti socialiste arriver en tête au premier tour. «Satisfaisant», commente Marchais : les raisons étaient trop vertes.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

AFFAIRE SPAGGIARI

Le juge d'instruction refuse d'inculper l'amie de Gérard Rang

Gérard Rang reconnu par des témoins comme étant «l'homme à la moto» a été inculpé de connivence d'évasion avant-hier. En clair, il risque entre un mois et deux ans de prison (!) ; si l'on y ajoute les amitiés qu'il s'est constituées avec les responsables SAC et RI locaux, on comprend la sérénité de Rang qui s'est laissé arrêter sans difficulté.

Par ailleurs, Martine Wolf, seconde avocate de Spaggiari et amie de Rang n'a pas été inculpée. Pourtant, il y avait de quoi trouver curieux qu'en plus de cette situation elle travaille dans un cabinet d'avocats dont les fenêtres sont en face du cabinet du juge d'instruction, depuis lequel Spaggiari s'est échappé. Curieux aussi qu'elle ait tenté d'appuyer le faux alibi avancé par Rang. Martine Wolf voulait se faire inculper malgré la décision

du juge pour avoir accès à son dossier. Le juge n'a pas accepté cette demande.

Pendant tout ce temps, Spaggiari court toujours, après une évasion qui pour réussir a nécessairement impliqué des complicités à un haut niveau. Rang n'étant qu'un comparse. Il faut savoir aussi que les plans des barrages policiers sont constitués à l'avance, ce qui veut dire qu'avec de solides relations on peut les connaître et les déjouer aisément. Dans le réseau serré des milieux d'extrême-droite de Nice on notera enfin que Rang était aussi le client de l'avocat de Spaggiari ; Maître Jacques Peyrat est en même temps un responsable du parti de Médecin (RI) et le président du club parachutiste dont Spaggiari est le «fleuron», et que fréquente aussi Rang.

HÔPITAL ESQUIROL

Une stagiaire licenciée

St Maurice - Hôpital Esquirol - Service du Docteur Dreyfus, XX division. Une stagiaire Jeannette Lemaire vient d'être licenciée. Cela faisait trois ans qu'elle travaillait là comme agent des services intérieurs ; dans une ambiance fortement influencée par la surveillance du service pour qui l'ordre passe avant tout...

...La quasi totalité du personnel considère que Jeannette fait son travail et que les propos de Mme Thomas n'expriment qu'un ressentiment personnel.

Approche la date de la titularisation des stagiaires. La surveillante générale fait un rapport «salé» au médecin chef sur les propos de Mme Thomas ; M. Dreyfus déclarera par la suite avoir réfléchi six semaines (un homme de cœur, n'est ce pas ?) et sans avoir consulté ni l'équipe, ni l'intéressée, en voie un rapport négatif à la commission paritaire devant se prononcer pour les titularisations. Celle-ci refuse donc la titularisation de Jeannette, puis propose

aussitôt le licenciement. On vote, et les représentants de la commission aidés par deux délégués de la CGT licencient la jeune stagiaire...

...Quand on parle de chômage à M. Dreyfus, il répond qu'il ne faut pas que les gens incompetents persistent dans un travail pour lequel ils ne sont pas qualifiés. Quand un infirmier lui demande si avec son salaire de 20 000 F minimum, il conçoit ce que peut être la vie avec un salaire de 2 000 F, il répond : «faites

des études, passez des concours et vous en serez ou j'en suis !» Et ce médecin-chef a la réputation d'être le plus libéral et le plus ouvert de l'hôpital Esquirol ; il est vrai qu'il vint parler aux grévistes du 7 octobre pour leur dire qu'ils menaient, eux et lui, le même combat.

Quand on demande à une déléguée CGT pourquoi elle a voté le licenciement, elle répond tout simplement : «puisqu'il le Dr Dreyfus disait qu'elle ne faisait pas l'affaire et qu'il y en a tant qui

cherchent du travail, il valait mieux la licencier».

Aujourd'hui, les moyens légaux pour réintégrer Jeannette sont nuls. Il reste à organiser le soutien, à mobiliser le personnel de l'hôpital et à entreprendre des actions susceptibles de changer malgré tout cet état de fait. Des élèves, des infirmiers et la section CFDT s'y emploient et espèrent votre soutien.

Section CFDT
Hôpital Esquirol

PARIS, LYCÉE BERGSON : LUTTE CONTRE LA RÉPRESSION

Hier matin à Bergson, les lycéens du comité de lutte avaient décidé une action d'ampleur pour riposter contre la répression qui s'abat sur le lycée. Des camarades de l'UCJR étaient venus les soutenir. A 7 h 45, les portes du lycée furent bloquées avec des chaînes cadenassées.

Dans la bousculade provoquée par l'administration, le proviseur fut atteint à la tête. Il appela alors la

police qui embarqua un élève et le retint au poste pendant 7 heures. Le proviseur a porté plainte.

La répression s'aggrave au lycée Bergson : sanctions, réunions de professeurs de terminale pour vider des élèves, arrachage systématique des affiches du comité de lutte, agression physique de l'administration contre des élèves du comité de lutte, intervention des flics. Une assemblée

générale a décidé avant-hier de faire l'information classe par classe pour lutter contre la répression et d'organiser la solidarité sur le quartier et sur les autres lycées où la répression sévit aussi.

Retrait de la plainte
Pas de sanctions
Liberté d'expression à Bergson !

Corresp. UCJR

LUTTES OUVRIÈRES

SESCOSEM-GRENOBLE

POUR UNE LUTTE UNIE

Les ouvrières de la Sescossem n'étaient pas seules : elles ont pu constater que l'appel à la solidarité, qui avait été lancé, a été entendu, comme en témoignent les interventions chaleureuses des délégations présentes au meeting, improvisé hier, place St Andrée, pendant que comparaissaient devant le tribunal des référés, les 2 accusées de la Sescossem.

Au nombre de ces interventions, la délégation de Thomson-Thonon-les-Bains, après avoir rappelé les grèves qui ont secoué l'usine l'année dernière, a invité les ouvrières de St Egrève à une : «action forte indéterminée, sans attendre certaines échéances, électorales notamment», avant de les encourager à «persévérer à lutter dans l'unité».

Les délégués CFDT d'Ugine-Carbone (devenu Eurotungsdène) ont promis pour les jours à venir de développer le soutien financier.

Des travailleurs de Merlin-Gérin ont fait le point sur la restructuration de ce groupe de construction de matériel électrique et ses conséquences. Les mises en pré-retraite, le blocage des embauches, le gonflement des effectifs d'intérimaires.

Dans le cours de toutes ces interventions qui se sont succédées pendant près d'une heure parmi lesquelles Thomson-DTE (Division des Tubes Electroniques), Bourgoigne-Electronique, Télé-Mécanique-Crolles, Caterpillar, Richier, d'autres intervenants ont témoigné des luttes déjà engagées dans leur secteur professionnel et leur usine.

Renault-Dauphiné : «Nous procédons en ce moment à des débrayages et des coupages de cadence. La direction refuse de négocier, elle préfère imposer 3 jours de mise à pied à un

délégué. Contre les licenciements, la répression, l'austérité imposés par le capital, nous devons affirmer le refus d'une classe ouvrière unie».

Télé-Mécanique : «un atelier est en grève pour la révision des classifications. Nous affrontons le même patron : Thomson qui bloque les salaires, l'embauche et développe la déqualification des travailleurs. Le problème de l'intérim, des contrats à durée déterminée, du chômage est un problème global qui nous menace tous. Nous n'y apporterons pas de véritables solutions

sans une lutte globale, offensive».

Neyrcip : «l'atelier des meilleurs a déclenché la grève sur les conditions de travail, conséquences, entre autres, du projet de démantèlement de l'usine».

Non, assurément, les ouvrières de la Sescossem ne sont pas seules : les méfaits du plan Barre dans le Dauphiné rencontrent une volonté de plus en plus marquée d'y porter un coup d'arrêt : «C'est cela qui est sérieusement encourageant», conclut une ouvrière de la Sescossem.



BSN (Rive de Gier)

L'USINE OU LES FEMMES TRAVAILLENT LA NUIT... A UNE TEMPÉRATURE DE 60°

Depuis des années, à Rive, travailleur à BSN c'est faire les 4x8. Certes il est difficile d'arrêter les fours, car une fois éteints, deux mois sont nécessaires pour les rallumer. Ce qu'il serait possible par contre c'est de se contenter de leur entretien continu. Mais une telle décision qui rendrait aux travailleurs une vie familiale à peu près normale, Riboud la refuse... Profit oblige.

Les articles produits chez BSN sont très divers puisqu'ils vont de l'assiette au verre en passant par les bocaux, le tout en verre et destiné aux collectivités.

Une partie importante des ouvriers travaillent devant les fours à l'intérieur desquels le verre, une fois la température voulue, atteinte, devient du «verre en fusion» qui s'écoule au goutte à goutte dans des moules qui donnant sa forme voulue, le «travaille». L'extracteur se met alors en route, sort le produit des moules pour le déposer sur un tapis qui va le réexpédier à la cuisson.

CHALEUR 60° : DÉCIBELS 100

La chaleur est omniprésente : au poste de démoulage, près du four numéro 2, elle atteint 58°. On s'imagine ce que fut l'été 76 où il fit si chaud.

Riboud, soucieux sans

«De 1 300 ouvriers et ouvrières il y a trois ans, nous sommes passé à 1 080 aujourd'hui un effectif que Riboud veut à nouveau ramener à 700. Telle est «l'évolution» de l'usine BSN à Rive-de-Gier, contre laquelle les travailleurs ont engagé la bataille depuis un mois, bataille qu'ils viennent de reconduire en début de semaine.

Mais au delà de cette bataille qu'ils espèrent bien gagner les ouvriers pensent déjà aux autres combats qu'il faudra mener après et ce prioritairement sur les conditions de travail, qui sont telles que pour nombre d'entre eux, «BSN, ici c'est l'enfer».

doute d'atténuer cette chaleur... distribue des vêtements en amiante !

Il y a le bruit aussi qui s'amplifie chaque année : il faut dire que le même Riboud a introduit dans l'usine des moules de plus en plus performants. Allant de plus en plus vite, ils doivent être refroidis de même... à l'air, procédé d'où provient 80 % des 100 décibels «que tu as toute ta vie dans les oreilles». C'est la surdité.

Travailler chez BSN c'est aussi respirer les fumées de vapeur d'huile. «Certains, me dira une ouvrière, après une longue «carrière» devant les fours, ont des voiles au poumon», c'est l'étouffement, les suffocations, l'air qu'on recherche sans le trouver.

Riboud, patron de gauche a prévu des «avantages» plus connus sous le nom «d'avantages Riboud» : après

30 années de four, certains travailleurs à propos desquels il est établi que leurs poumons sont complètement esquinés et pas avant (!), ont droit à une mutation... à la conciergerie. Le mal est déjà fait... et comme il ne faut pas 36 concierges, la file d'attente s'agrandit d'années en années... devant les fours où il faut en définitive rester.

APRÈS LES LICENCIEMENTS... IL FAUDRA S'OCCUPER DU RESTE

Tout cela pour Riboud sont des inconvénients impossibles à résoudre techniquement. Un point de vue que ne semblent pas, à juste raison, partager les ouvriers, «Beaucoup de choses sont possibles : par exemple réétudier l'emplacement même des machines, revoir l'acoustique, revêtir les murs de produits absorbants le

bruit. Il serait possible aussi de refroidir les moules à l'eau. Mais tout cela demande beaucoup d'investissements que Riboud c'est logique ne veut pas faire... A moins qu'on le lui impose».

Les travailleurs ont une commission «conditions de travail» au Comité d'Entreprise «une commission où tu perds ton temps à discuter. Les problèmes abordés sont loin des travailleurs. BSN, comme beaucoup de patrons, a tendance à multiplier les commissions où les gens perdent leur temps en dialogues». Pour beaucoup, de telles commissions ne peuvent être pleinement efficaces que si elles mobilisent les travailleurs, car seul le rapport de force compte. «Aussitôt qu'une proposition n'est pas satisfaite, il faudrait partir en lutte». A la rentrée au travail, quand Riboud aura cédé, sur les licenciements, les ouvriers sont bien décidés à œuvrer en ce sens.

Au conditionnement les ouvrières qui emballent les articles de vaisselle stoppent systématiquement le travail depuis quelque temps lorsque les chronomètres arrivent... Il y a plusieurs mois, elles obtenaient de ne plus travailler... la nuit ! Elles montrent la voie aux 1 000 ouvrières et ouvriers de BSN.

Richard FEUILLET

QUAND LA SAVIEM «AUGMENTE» LES SALAIRES

Une rencontre vient d'avoir lieu entre la direction de la Saviem et les organisations syndicales. Elle portait essentiellement sur la question du pouvoir d'achat.

En ce qui concerne l'augmentation des salaires, la Saviem accorde royalement... 1,5 % au 1^{er} avril ! on a une petite idée de ce que peut représenter cette «augmentation» : par exemple sur un salaire de 2 000 F, cela fait très précisément 30 F par mois. Quand on compare avec la montée vertigineuse des prix, on se rend compte à quel point la Saviem se moque de nous.

Il était aussi question à cette réunion de la baisse de pouvoir d'achat due au chômage partiel. A ce sujet, une prime «conjoncturelle» de 250 F est accordée à tous, pour combler une partie de la perte de salaire.

Dans un tract, la section CFDT constate qu'une fois de plus les augmentations hiérarchisées vont avantager les gros salaires, y compris pour cette ridicule augmentation de 1,5 %. D'autre part, la section CFDT estime qu'il est vain de parler de garantir le pouvoir d'achat alors que les travailleurs subissent le chômage partiel.

Correspondant Saviem

SUCCES DES «PORTES OUVERTES» AU CAT DE BESANÇON

Vendredi 11 mars, de nombreux travailleurs ont assisté au meeting-débat, organisé par l'UL-CFDT de Besançon, en soutien au CAT de Besançon. A cette manifestation assistaient aussi des représentants du Comité de Lutte des Handicapés (CLH), du Mouvement de Défense des Handicapés (MDH), du syndicat départemental Santé. A la suite de la projection d'un film italien, qui relatait l'expérience de réintégration d'handicapés dans des entreprises normales et non dans des ghettos, une cinquantaine de travailleurs ont participé à un débat, poursuivi le lendemain par les militants CFDT du CLH et du MDH qui ont montré la volonté de continuer par

la suite leur action au niveau national.

Le samedi 19, et le dimanche 20 mars, les travailleurs de chez AMTEC, qui occupent leur usine, organisent une journée «portes ouvertes», à laquelle ils invitent tous les travailleurs de la région, et d'ailleurs. A cette occasion, les handicapés pourront encore mieux expliquer leur lutte, et leurs objectifs, leur refus des licenciements, la dénonciation de la loi d'orientation, dite en faveur des handicapés, en particulier, la volonté de la bourgeoisie d'impliquer les salaires des handicapés, maximum 70 % du SMIC.

Correspondant CAT

MÉTÉLEC (Ardeche) : POUR LA 5^e SEMAINE DE CONGÉS ET LE 13^e MOIS

La campagne électorale et l'appel des directions syndicales à réfréner les revendications pour ne pas gêner le bon déroulement des municipales n'a sans doute pas été entendu par les travailleurs de l'entreprise Métélec, à Tournon, dans le département de l'Ardèche. La preuve : ils viennent de cesser complètement le travail et en outre, ils ont tous décidé d'occuper les locaux de leur petite usine spécialisée dans la fabrication de petit outillage électrique. Leurs camarades d'une autre usine du groupe, située elle à Mauves, dans le même département ont aussi cessé le travail. Non, ils n'ont pas accepté de réfréner leur lutte, tant il est vrai que durant tout ce temps, le plan Barre passe ! C'est contre son application par le patron qu'ils luttent. Ils exigent une augmentation de leur salaire de 10% minimum, la cinquième semaine de congés payés, le 13^e mois pour tous.

La direction vient de faire connaître sa réponse : elle accepte de lâcher sans plus 4% au 1^{er} avril ainsi qu'une prime exceptionnelle de 1600 F. Voilà des «propositions» que les ouvriers ont jugé à leur juste valeur. Devant tant de bonne volonté, ils se sont dit qu'on était sur la bonne voie : ils continuent la lutte jusqu'à satisfaction totale des revendications ! Il n'y aura pas de reprise avant !

«Dans le bassin de la Sambre près de Mauvege se trouve un petit village, Marpent.

Dans cette localité, une usine «H.K. Pother» est occupée depuis maintenant près d'un mois. Les tra-

vailleurs sont entrés en lutte contre le projet de 480 licenciements de la direction. Cette lutte prend un relief particulier dans cette région où l'on ne compte plus les usines qui ferment ou licencient.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

L'EXPRESS
CHANGE DE
MAINS

Jean-Jacques Servan-Schreiber a annoncé hier qu'il avait cédé 45 % du capital de «L'Express» au financier anglais James Goldsmith, président de la Générale Occidentale. L'opération se fait par l'intermédiaire d'une filiale de la Générale occidentale, la société Agrifurane. «L'Express» reste «français» puisqu'officiellement la Générale occidentale est une société franco-anglaise, dont les capitaux sont français à 52 %.

James Goldsmith (anobli par Harold Wilson) est à la tête d'un groupe alimentaire (Cavenham, Générale alimentaire...) implanté en France, en Grande-Bretagne, aux États Unis, en Afrique du Sud, en Suisse, etc. En Europe, il vient en troisième position derrière Unilever et Nestlé : la moutarde Amora, les entremets Franco-russes le thé Lipton lui appartiennent. En 1975, il a été nommé par les banquiers de la City londonienne, président du groupe financier Slater-Walker.

Parmi ses principaux partenaires financiers on trouve les noms de Rothschild etc. de la Régie Renault (Sofexi).

Depuis peu, Goldsmith s'intéresse à la presse : un journal dans la société capitaliste, ça s'achète aussi bien que la moutarde ou les petits fours. Après avoir lorgné du côté de «L'Observer» il a acquis des actions du groupe qui publie le «Daily Express».

L'achat de «L'Express» se négociait depuis plusieurs mois, notamment, par l'entremise de Gilberte Beaux, amie personnelle de Giscard et directrice générale du groupe de Goldsmith. Il est vraisemblable que d'autres actions seront bientôt cédées à Goldsmith. JJSS a déclaré qu'un projet de quotidien économique était à l'étude, projet qui avait déjà été envisagé puis abandonné en 1975.

Enfin, JJSS abandonne la présidence de «L'Express», sous le prétexte de ses nombreuses tâches politiques dont celle, récente, de chargé de mission du gouvernement (pour réfléchir aux «réformes»).

Le séisme en Roumanie : un nouveau
rescapé découvert sous les décombres

Selon le dernier bilan publié, le tremblement de terre en Roumanie a fait 1 542 morts dont 1 391 à Bucarest. Plus de 11 000 blessés et 80 000 sans-abri en tout. Les travaux de dégagement se poursuivent : un jeune ouvrier de 19 ans, Sorin Crainic a été retrouvé vivant. Il est resté 265 heures sans boire ni manger. Il a déclaré : «malgré la faim je n'ai jamais désespéré et je me suis débrouillé pour dormir le plus possible».

Luciano Porcari qui avait détourné un Boeing de la compagnie Iberia a été arrêté à Zurich hier. Exigeant que ses ex-épouses lui rendent ses deux filles, il avait fait poser l'appareil successivement à Alger, Abidjan, Séville, Turin, Zurich, Varsovie, puis encore Zurich.

EN CAS D'ACCIDENT À FESSEINHEIM

LE PLAN ALLEMAND
RENDU PUBLICDe notre correspondant
Thierry WALTER

«Gagnez des locaux hermétiquement clos ; fermez portes et fenêtres ; coupez les installations d'aération et de ventilation... Pour les personnes qui se trouvaient à l'extérieur au moment du passage du nuage radioactif : abandonnez vos vêtements dans un autre endroit que celui où vous résidez, lavez-vous complètement... Pour vous rendre au lieu de décontamination et de contrôle : empruntez le plus court chemin, n'emportez que le strict minimum : de l'argent, des vêtements de rechange, un nécessaire de toilette enveloppé dans un emballage étanche».

Voilà le type de messages qui d'après le Katsplan KKW Fessenheim (équivalent allemand du plan Orsec-Rad)

qui devront être diffusés à intervalles de 15 ou 30 minutes par la radio et la télévision allemandes en cas de catastrophe à Fessenheim. Ce plan qui a été rendu public vendredi à Freiburg par les Bürgerinitiativen et qui enjoint aux populations de «garder en toute circonstance leur calme et leur sérénité quand ils rencontrent des gens portant masques et appareils de mesure», dresse aussi un terrifiant tableau de l'escalade nucléaire :

- à 100 rems, 10% des personnes irradiées souffriront de maux légers
- à 200 rems pour une population irradiée à 50%,

déjà 5 à 10% de décès
- à 300 rems, tout le monde est malade, 20% de décès ;
- à 400 rems, 50% de décès ;

- enfin à 600 rems, 90% des personnes irradiées meurent. Mais même à faible dose et de courte durée, l'irradiation peut engendrer des cancers, estime le document.

«Ce n'est pas un plan de catastrophe mais un plan catastrophique» ont déclaré les Bürgerinitiativen qui ont dénoncé les points suivants :

1°) C'est un plan secret : les gens étant laissés dans l'ignorance, ce sera une effroyable panique quand il sera appliqué ;

2°) Les lieux et les

moyens de contrôle et de décontamination inventoriés dans le document sont notoirement insuffisants ;

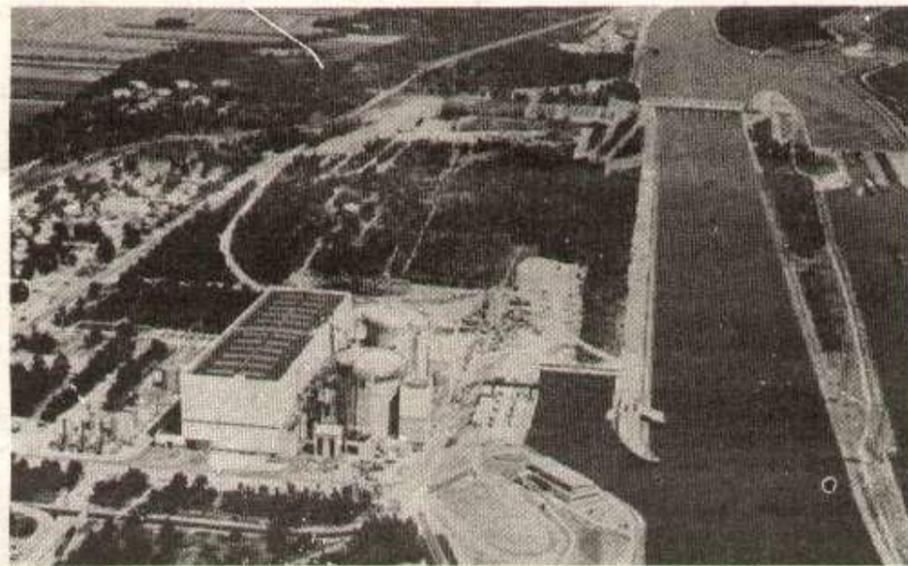
3°) L'évacuation n'est envisagée qu'en cas ultime, le seuil d'irradiation n'étant même pas précisé ; les délais d'évacuation sont tout à fait fantaisistes et ne pourront être tenus ;

4°) Rien n'est prévu pour les enfants qui risquent d'être les principales victimes

5°) Prendre en considération le périmètre de 25 km pour les risques de retombées n'est pas sérieux. Tous les gens sérieux savent qu'elles ont un impact de 80 km au moins.

La région de Freiburg se trouve sous les vents dominants de la centrale de Fessenheim ; en cas d'accident à Fessenheim, la population serait touchée, il est donc légitime estimer les Bürgerinitiativen qu'elle connaisse tous les tenants et les aboutissants de tout ce qui concerne Fessenheim et en particulier le plan de protection qui s'y applique.

La police allemande, qui est intervenue en pleine conférence de presse, n'était pas de cet avis. Mais elle n'a pu saisir que des photocopies du document, l'original étant conservé en lieu sûr ! «Celui-ci a été acquis par des voies illégales» ont confirmé les Bürgerinitiativen, mais la véritable illégalité n'est-elle pas cette ignorance criminelle dans laquelle on veut tenir la population ?



La Centrale de Fessenheim

GERSTHEIM-ERSTEIN - SITE NUCLEAIRE RETENU

LA "MAISON DE L'AMITIE"
INAUGUREE SUR LE SITEUN DOCUMENT
RÉVÉLATEUR

Lors de l'entrevue qui avait suivi la marche populaire de Strasbourg, le préfet de région avait démenti formellement par chef de cabinet interposé que le site de Gerstheim-Erstein ait été retenu pour l'implantation d'une seconde centrale nucléaire en Alsace. Un document rendu public par le CODSEG (Comité d'organisation et de défense du site d'Erstein-Gerstheim) montre la valeur qu'on peut attribuer à ce genre de déclarations. Il s'agit du procès-verbal d'une réunion de la direction départementale de l'équipement du Bas-Rhin

qui s'est tenue (très discrètement) le 28 janvier 1977 et qui était consacrée à «la centrale nucléaire de Gerstheim-Erstein». Assistaient à cette réunion un directeur-adjoint EDF et le directeur de l'agence d'urbanisme pour l'agglomération strasbourgeoise. A la lecture de ce document, qui considère tout au long la construction d'une centrale sur le site comme un fait acquis, ils apparait clairement que les autorités sont décidées, une fois passées les élections municipales, à en imposer l'implantation ; cette implantation figure déjà sur le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) et EDF demande dans un délai rapproché sa

concrétisation au plan local (plan d'Occupation des Sols). «Il est absolument nécessaire au niveau de l'Alsace de retenir un second site après Fessenheim et ce doit être Gerstheim...» affirme le document, qui conclut : «sachant que les Allemands prévoient aussi des sites nucléaires sur l'autre rive du Rhin il ne faudrait pas perdre de temps car il est souhaitable psychologiquement de ne pas implanter deux centrales l'une en face de l'autre».

LA RIPOSTE
DES OCCUPANTS DU SITE

«Dans le secret et dans le

mépris le plus total des populations concernées se prépare le mauvais coup : il ne faut pas perdre de temps à réagir ; les lendemains des élections municipales risquent d'être difficiles, nous devons nous préparer à toute éventualité en mobilisant encore plus largement la population». Après le succès de la marche de Strasbourg samedi dernier, le CODSEG appelait dimanche à venir en masse sur le site occupé inaugurer la «maison de l'amitié» (Frendschafft's i Jss) qui vient d'y être construite.

Comme à Marckolsheim il y a deux ans, comme à Wyhl, les occupants aidés des villageois ont édifié une

grande rotonde en rondins, qui marque la détermination des populations de rester sur le terrain tant que le projet de construction d'une centrale sur le site ou n'importe où ailleurs en Alsace ne sera pas définitivement abandonné. Ce sera un lieu de rencontre et de discussion où l'on mettra en commun non seulement la nourriture mais aussi les idées, les poèmes et les chansons.

Plusieurs centaines de personnes étaient au rendez-vous pour écouter les explications du CODSEG et pour prendre le verre de l'amitié (du vin d'Alsace offert par des viticulteurs de

la région). Les habitants des localités voisines, en habits du dimanche, étaient en majorité, mais on notait aussi la présence de nombreux Allemands. «Ils sont formidables disait un militant : nous nous soutenons mutuellement de part et d'autre du Rhin, ici ils participent à part entière à l'occupation».

Les conversations allaient bon train en alsacien, français et allemand avant que tout le monde se réunisse autour des acteurs du Babbdeckel théâtre qui donnait une représentation sur le terrain.

KAMAL JOUMBLATT ASSASSINE

Kamal Joumbhatt, dirigeant du mouvement national libanais, a été assassiné hier dans l'après-midi. Les forces réactionnaires libanaises, liées à l'impérialisme et au sionisme, notamment les fascistes des phalanges, lui vouaient une haine mortelle parce que dans le cours de la guerre du Liban, il avait incarné la solidarité militante du peuple libanais avec le peuple palestinien.

Malgré ses origines féodales, sa position de chef druze traditionnel, sa vi-

sion réformiste de la politique libanaise, Kamal Joumbhatt à l'heure des choix décisifs exigés par le conflit, a su devenir le dirigeant du mouvement national libanais qui a apporté un puissant soutien à la Révolution palestinienne. C'est ce qui gênait ses ennemis qui viennent de l'assassiner lâchement sur la route de Beyrouth.

Déjà, au cours de la guerre, la sœur de Kamal Joumbhatt avait été assassinée, dans sa propre maison, par les fascistes.

Son enterrement avait été une manifestation immense de solidarité du peuple palestinien, des dirigeants de l'OLP et du peuple libanais.

Kamal Joumbhatt a joué un rôle actif dans le soutien à la Résistance, en tant que dirigeant du Mouvement national libanais et en tant que membre du Comité Arabe de solidarité avec la Révolution palestinienne. Au cours de la guerre, Joumbhatt s'est opposé avec force aux projets isolationnistes des forces

fascistes et aux projets de liquidation de la Révolution palestinienne, que ce soit par les fascistes ou le régime syrien. A sujet de l'intervention armée syrienne, Joumbhatt a dénoncé le soutien soviétique au régime syrien dans sa guerre de liquidation. Il avait pris nettement position contre une intervention des troupes françaises au Liban. Quand il était venu à Paris, il avait déclaré, parlant de la Résistance palestinienne : «*Nous formons un seul bloc*».

Kamal Joumbhatt restera dans le cœur de tous les combattants de la cause palestinienne, de la cause arabe, et du peuple libanais, comme celui qui avait eu le courage de servir et de représenter, en pleine tempête, leurs aspirations profondes. Et il l'a payé de sa vie.

Tchécoslovaquie

UN NOUVEAU DOCUMENT DE "CHARTRE 77"

Les signataires de «Charte 77» viennent de rendre public un nouveau document, le 7^e depuis le mois de janvier. Ce texte, qui a déjà recueilli 617 signatures, porte essentiellement sur les conditions de travail en Tchécoslovaquie.

Le document critique le système de sécurité de l'emploi, et révèle qu'il y a dans le pays «un chômage caché assez important». Il dénonce la discrimination contre les femmes et déclare

que la plupart travaillent, «non pour avoir une vie meilleure et plus indépendante, mais par nécessité économique, parce que le salaire de leur mari ne suffit pas à assurer un niveau de vie, même modeste». Il dénonce également les institutions et emplois inutiles «compte tenu du modernisme de la technologie et de l'organisation du travail» et fait état d'un profond mécontentement des ouvriers sur leur lieu de travail.

Ce texte a été rendu public mardi, veille des obsèques de Jan Patocka, l'un des porte-parole de «Charte 77». En prévision de ces obsèques, la police tchécoslovaque a procédé le même jour à de nombreuses interpellations dans les milieux d'opposition et convoqué pour interrogatoire plusieurs signataires de la Charte, pour la journée de mercredi, à l'heure exacte des funérailles.

Dans la province de Shaba au Zaïre

INVASION DE MERCENAIRES

Le Zaïre accuse l'Angola et demande une aide US

Un nouveau pas vient d'être franchi dans le conflit qui oppose depuis quelques semaines le Zaïre à «des mercenaires venus d'Angola». En effet, les combats, qui s'étaient jusqu'ici limités aux zones frontalières, autour des villes de Dilolo, Kapanga, et Kisengi, dans la province de Shaba, (ex-Katanga), se seraient récemment étendus à d'autres parties de la province.

Mardi, le département d'Etat US a annoncé qu'une aide américaine d'un million de dollars allait être allouée au Zaïre : un DC-6 est parti mardi pour Kinshasa, chargé de médicaments, de parachutes, d'essence, de rations, de combat, de matériel de communication. Un deuxième appareil, transportant des pièces de

rechange pour les avions-cargos C-130 qui équipent l'armée zaïroise, devrait partir dans le courant de la semaine.

Les attaques lancées mardi 8 mars contre les 3 villes zaïroises ont été revendiquées par le «Front de Libération Congolais», qui a déclaré qu'elles avaient pour but de renverser le régime du président Mobutu Sese Seko. Le «Front de Libération Congolais», qui a été fondé en Angola en 1963, regroupe les anciens «gendarmes Katangais», qui constituaient la force principale de l'armée de Moïse Tshombé lors de la sécession du Zaïre. Ils se seraient aujourd'hui alliés au MPLA (Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola), et se trouveraient, pour des

milliers d'entre eux, basés en Angola.

Mobutu a accusé des «puissances étrangères» d'être à l'origine de l'invasion de la province de Shaba. Selon l'agence de presse zaïroise, les «mercenaires» qui ont pénétré au Zaïre auraient été «conduits par d'autres mercenaires venus d'outre atlantique», c'est à dire des forces cubaines, qui encadrent aujourd'hui étroitement les forces armées angolaises.

L'Angola, quant à lui, a démenti toute participation à cette expédition de mercenaires et déclaré que les combats qui se déroulent au Zaïre mettent en présence des forces zaïroises oppo-

Italie : Le PCI et la droite

MAIN DANS LA MAIN POUR L'ORDRE BOURGEOIS

La manifestation convoquée par le PCI à Bologne a réuni des dizaines de milliers de personnes. En tête, Zangheri, maire de la ville et membre éminent du parti révisionniste, marchait de concert avec Armarolli, le président de la région, et Salizzoli, président de l'ANPI (association des partisans) et membre de la démocratie chrétienne. La manifestation, fortement encadré par le service d'ordre des syndicats-présents tous trois, CGIL, CISL, UIL, a commencé à trois heures. Elle s'est

Elle a été jusqu'à la place Maggiore, où elle s'est prolongée par un meeting ; Zangheri, Armarolli, Salizzoli, y ont pris successivement la parole, donnant une image fidèle du «compromis historique» : tous trois ont condamné la «violence organisée des petits groupes extrémistes» visant à «mettre en danger l'Etat démocratique». Mais dans une rue voisine, menant à la Piazza Maggiore à laquelle ils n'ont pas eu accès, plus de 5000 étudiants tenaient un meeting ; aux cris de «non à la politique de sacrifices», «réforme Malfatti, réforme du PCI, même projet» et surtout «Dehors, dehors les abstentionnistes» (nom donné au parti révisionniste qui soutient par son abstention au parlement la Démocratie Chrétienne au pouvoir), ils ont

manifesté, pendant plus de trois heures, que le refus de la politique d'austérité était bien autre chose que le fait de petits groupes de provocateurs.

Depuis vendredi, jour de l'assassinat à Bologne d'un militant de l'organisation Lotta Continua, la police quadrillait la ville : le centre était dans un véritable état de siège ; 4000 policiers, équipés de blindés, la sillonnaient, multipliaient les interpellations et les contrôles d'identité. Mercredi, sans doute pour honorer la manifestation, la présence des policiers s'est faite plus discrète. Mais la tension demeure forte dans le quartier de l'Université.

RÉUNI A ROME, LE COMITÉ CENTRAL DU P(C)I DEMANDE PLUS DE RÉPRESSION

Depuis lundi, le Comité Central du Parti Révisionniste est réuni à Rome. Au centre de ses préoccupations, le mouvement étudiant et «l'ordre public». La journée de mercredi a été marquée par l'intervention de Bufalini, membre de la direction du P(C)I : Bufalini s'est livré à de violentes attaques contre le mouvement étudiant et contre la gauche extra-parlementaire, en face desquels la population devrait, selon lui, manifester plus de solidarité avec la police. Au nom de la défense de l'«Etat démocratique», Bufalini est allé jusqu'à accuser la Démocratie Chrétienne de faiblesse et à la menacer, en termes à peine voilés, de faire la police à sa place : «*Nous n'en sommes pas encore, a-t-il déclaré en substance, à user de la force de la classe ouvrière. Mais si une telle situation devait se prolonger, sans doute serions-nous amenés à l'envisager*». A travers ces menaces, le P(C)I s'efforce de faire la démonstration que la D.C. est incapable de gouverner, et tente de faire pression pour obtenir une plus grande place dans le gouvernement. Amendola, autre membre de la direction a, lui aussi, pris la parole. En termes violents, il a accusé la gauche syndicale, lui reprochant de n'avoir pas tenu compte du chômage des jeunes et d'avoir développé dans les usines une opposition qui a empêché la politique de sacrifices qui aurait permis de résoudre la crise. Selon Amendola, s'il y a aujourd'hui un million et demi de chômeurs de moins de 24 ans en Italie (et ce sont ces jeunes chômeurs qui animent pour l'essentiel le mouvement étudiant), c'est parce que la classe ouvrière ne fait pas assez de sacrifices !

Suzanne VALLÉE

PAKISTAN :
LE CHEF DE L'OPPOSITION A ÉTÉ ARRÊTÉ lundi alors qu'il dirigeait une manifestation pour exiger l'annulation des élections qu'il juge frauduleuses, et la démission du gouvernement provisoire formé par Bhutto. Depuis les élections du 7 mars, plus de 1 000 personnes appartenant à l'opposition auraient été arrêtées.

Procès à Léninegrad

Deux personnes, Oleg Volkov et Yuli Rybakov, ont été présentées au Tribunal de Léninegrad pour avoir, selon le jargon de l'agence Tass, «peint des inscriptions de voyous sur un monument architectural avec une peinture difficile à retirer».

En lettres de près d'un mètre de haut, les nouveaux tsars avaient découvert sur les murs de la forteresse Pierre et Paul de Léninegrad, «Vous étranglez la liberté mais l'âme du peuple ne peut être emprisonnée».



La forteresse Pierre et Paul à Léninegrad

CHTCHARANDSKI ARRÊTÉ

Membre du groupe de dissident pour l'application des accords d'Helsinki, auteur d'un message dans lequel il déclarait s'attendre à une arrestation imminente pour «espionnage pour le compte de la CIA, Anatoli Chtcharanski a en effet été arrêté lundi à Moscou.

INTERNATIONAL

Document

LA DÉCLARATION DU SOMMET ARABO-AFRICAIN

Le sommet arabo-africain réuni au Caire du 7 au 9 mars a marqué une étape importante dans le renforcement de l'unité du Tiers-Monde, notamment en resserrant les liens entre les pays arabes producteurs de pétrole et les pays africains parmi lesquels se trouvent des pays considérés comme les plus «pauvres» du monde. Les Etats unis avaient tenté de séparer les uns et les autres.

Le sommet arabo-africain a constitué aussi la première application à grande échelle des principes de l'autonomie collective par laquelle les pays du Tiers-Monde, en mettant en commun leurs moyens et en établissant des liens économiques entre eux, veulent entreprendre leur développement.

C'est ce qui fait toute l'importance de la déclaration économique adoptée à ce sommet, qui constitue un véritable programme d'action. La déclaration politique affirmait l'unité des combats de Palestine et d'Afrique Australe autour desquels pays africains et arabes organisaient leur unité.

La première conférence au sommet arabo-africain, réunie au Caire du 7 au 9 mars 1977 :

— Considérant que les peuples africains et arabes sont engagés dans une lutte commune pour faire face aux impératifs du développement pour mettre fin à la domination, à la dépendance et à l'exploitation afin d'aboutir à l'instauration d'un Nouvel ordre économique international équitable.

— Consciente du fait que le sous-développement et les problèmes économiques dont souffrent les peuples africains et arabes émanent essentiellement des circonstances nées de longs siècles d'exploitation et de colonialisme, consciente que ces problèmes relèvent de la situation inéquitable issue des relations économiques internationales, et sont créés par la nature même du système économique international actuel essentiellement destiné à servir les intérêts des pays industrialisés.

— Exprimant la conviction des Etats arabes et africains que leur cause de libération et de développement est une et indivisible.

— Notant que la coopération arabo-africaine a franchi des étapes positives sur la voie de la participation au développement, et de la restitution aux peuples africains et arabes du contrôle de leurs propres ressources et richesses naturelles.

— Soulignant que, sur le plan économique et financier, le volume de la coopération arabo-africaine s'est multiplié par sept au cours de ces trois dernières années, et a reposé dans sa quasi-totalité sur des bases préférentielles et des conditions simplifiées adéquates répondant à la présente conjoncture économique sur la consolidation des ressources, des institutions financières et de développement arabe et africain, notamment de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique, du Fonds Arabe pour les prêts aux Etats africains, du Fonds Arabe pour l'assistance technique aux Etats africains, la Banque de Développement Africain et les Fonds de coopération bilatérale arabo-africains.

— Décide, au cours de cette étape historique, d'adopter dans les domaines économique, technique et financier un programme global de coopération arabo-africain à long terme, qui prévoit ce qui suit :

1) Encouragement des institutions financières, nationales et multilatérales à fournir des assistances techniques et financières, en vue de procéder à des études de faisabilité des projets de développement et d'infrastructure en Afrique, notamment les quatre projets proposés par la commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, en vue de leur financement.

2) Renforcement des ressources des institutions financières multinationales et nationales opérant dans le domaine du développement africain.

3) Contribution au renforcement des ressources financières de la Banque Africaine de Développement par le moyen d'emprunts émis auprès des marchés financiers arabes aux conditions les plus favorables possibles.

4) Accroissement des ressources de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique afin de lui permettre de contribuer davantage à la satisfaction des besoins de développement en Afrique.

5) Renforcement des relations commerciales entre les pays africains et arabes au moyen de traitements préférentiels réciproques.

6) Coordination des aides financières dispensées par les pays arabes et les institutions financières multilatérales afin de renforcer l'impact de ces aides sur le développement.

7) Encouragement des investissements arabes notamment par la réalisation de projets africains et arabes communs et mise en œuvre d'un système de garanties des investissements dans les pays africains.

8) Encouragement du placement des investissements de capitaux arabes dans les pays africains sous forme d'investissements directs, de prêts ou dépôts.

9) Encouragement de la coopération technique entre les pays africains et arabes.

10) Augmentation des aides bilatérales accordées par le biais des fonds nationaux aux pays africains.

11) Que la commission permanente, en collaboration avec les institutions spécialisées africaines et arabes (BAD, BADEA, CEA) mette en œuvre, le plus rapidement possible, les dispositions précédentes et en particulier celles reprises aux articles 3, 4, 7 et 10.

Elections en Inde

UNE PROFONDE CRISE SE PREPARE

Les forces politiques qui se sont rassemblées contre l'état d'urgence expriment un refus de plus en plus vigoureux des méthodes et de la dictature d'Indira Gandhi, dont l'une des manifestations qui a soulevé le plus de révoltes dans les quartiers populaires a été la campagne de stérilisation forcée, entreprise sous la direction de la police. C'est

la manière d'Indira de lutter contre la surpopulation, c'est-à-dire contre «la famine» qui sévit toujours aussi cruellement dans les rues de Calcutta, Bombay, comme dans les campagnes où les paysans criblés de dettes sont moins que des serfs. La fin de la dictature d'Indira paraîtrait un certain soulagement, mais avec quelle conséquence, sans

doute assez peu : tout le programme des opposants indiens revient au programme du Congrès, «moins la dictature».

Les quelques 319 millions d'Indiens qui doivent voter jusqu'à dimanche n'ont guère de choix devant les forces politiques qui se proposent. Le parti du Congrès étroitement soutenu par le parti révisionniste

ne leur offre comme perspective que la poursuite de l'état d'urgence, sous prétexte de lutter contre la réaction.

Reste qu'une opposition sourde se manifeste à l'emprise croissante de l'URSS sur l'Inde. Celle-ci soutient Indira d'autant plus bruyamment que cette dernière a peu d'appuis internationaux du fait de l'état

UN VILLAGE BASQUE RAVAGÉ PAR LA POLICE

La mobilisation se poursuit au Pays Basque pour exiger une véritable amnistie au lieu de «l'indulto» de Juan Carlos, et le rétablissement des libertés nationales.

Dimanche soir, dans le village de Zarautz, près de Saint Sébastien, les gardes civils sont intervenus, mettant en quelques minutes cette localité à feu et à sac. Un habitant témoigne :

«Le traditionnel concert du dimanche soir venait de se terminer. Près de 3 000 personnes se dispersaient sur la place. 6 voitures de policiers sont arrivées à toute vitesse, les gardes civils ont commencé à tirer alors que les véhicules n'étaient pas encore arrêtés. Balles de caoutchouc, rafales de mitraillettes, bombes lacrymogènes, bombes fumigènes. Pendant plus d'une heure, Zarautz s'est transformée en une ville assiégée...»

Ils sont entrés dans les bars en cassant les vitrines, en injuriant les consommateurs, en tirant à hauteur d'homme. Auparavant, ils avaient déjà cassé les vitrines avec la crosse des revolvers. Après ces événements, la mobilisation des habitants se renforce. Les manifestations de protestation contre la répression se multiplient.



Juan Carlos en visite en Extrémadour affronte le mécontentement du peuple : «on ne vit pas de promesses».

USA

DES RÉSERVOIRS DE STOCKAGE NATUREL

D'ici à 1982 les USA prévoient de stocker 500 millions de barils de pétrole qui leur assureraient une autonomie de 90 jours. Grâce à l'utilisation des cavités formées dans les collines du Texas.

D'immenses blocs de sel naturel correspondant à la hauteur d'un immeuble de 50 étages est enfoui dans ces collines. Le Département des réserves pétrolières stratégiques prévoit d'en éviter

un certain nombre en enlevant le sel et de mettre à la place du pétrole brut. D'ici à la fin de l'année 150 millions de barils devraient être stockés ainsi.

Les énormes réserves de pétrole brut sont des préparatifs à la fois en prévision d'un affrontement avec l'OPEP d'une part et d'une guerre au cours de laquelle les approvisionnements des USA venant du Golf seraient coupés.

AFRIQUE DU SUD :
900 ARRESTATIONS de noirs ont été faites le week-end dernier, au cours de ratissages policiers effectués de nuit dans toutes les maisons d'un faubourg de Johannesburg.

CASTRO EN AFRIQUE
Après s'être rendu successivement en Libye, au Sud Yémen, en Somalie et en Éthiopie, le dirigeant cubain était attendu mercredi en Tanzanie pour une visite de trois jours.

LA LOI ÉLECTORALE ADOPTÉE PAR DÉCRET

Le cabinet de Suarez a adopté mardi, par décret, le projet de loi électorale pour les élections qui doivent avoir lieu au mois de juin, pour désigner 350 députés et 247 sénateurs. Cette loi prévoit :

- Que tous les Espagnols âgés d'au moins 21 ans ont le droit de vote. Ils sont également éligibles, à l'exception des membres du Cabinet, des hauts fonctionnaires civils et des membres des forces armées.

La loi ne précise pas selon quelles modalités sera réalisé ce «libre accès» à la radio ; on ignore également si le gouvernement espagnol interviendra directement dans ces élections.

Seuls les partis à statut légal peuvent présenter des candidats, mais il est possible de désigner des «indépendants».

- L'élection au Sénat se fera au système majoritaire, celle à la chambre des députés, au système proportionnel.

- Cette représentation proportionnelle accordera au moins 3 sièges pour chacune des 50 provinces d'Espagne ; mais elle écartera tous les partis qui n'obtiendront pas au moins

Lundi soir, des affrontements graves ont eu lieu à Santa Cruz de Tenerife (Canaries) entre les forces de l'ordre d'une part et manifestants ouvriers et indépendantistes d'autre part. Le siège du syndicat vertical et celui de l'agence pour l'emploi ont été incendiés par des cocktails Molotov ; des barricades ont été fermées avec des autobus municipaux.

LES EXCEDENTS DE BEURRE DE L'EUROPE BRADES A L'URSS ?

Le sommet européen sur l'agriculture qui se réunit en ce moment à Bruxelles discute notamment des «excédents» agricoles de la Communauté Européenne. Les pêches en «excédent» sont broyées au bulldozer quand en ville, les familles populaires ont du mal à pouvoir en acheter. Les produits laitiers sont stockés, et la CEE essaie de les écouler sur le marché mondial.

La vente des stocks de beurre à l'URSS au prix mondial, inférieur des deux tiers aux prix des pays européens a soulevé de grandes contradictions

dans le marché commun : l'Angleterre s'y opposait, tandis que le gouvernement français, les syndicats agricoles, et le PCF étaient d'accord pour dire que c'était une aubaine de trouver un acheteur. Aubaine pour qui ?

Pas pour les paysans qui ne tirent aucun bénéfice d'un tel marché, pas pour les travailleurs qui paient avec les impôts la différence entre le cours mondial et le cours européen des prix du beurre.

Le déstockage à grands frais rapporte gros à Doumeng le grand capitaliste du PCF, qui est

fortement partie prenante dans cette affaire. Et c'est une aubaine pour l'URSS, qui trouve à bas prix des stocks disponibles pour compenser le déficit de son agriculture. En insistant pour que s'organisent de tels marchés, elle espère créer un courant d'échanges entre l'Europe et l'URSS qui fasse d'elle le débauché «naturel» des produits européens, en mettant en place et au renforçant un réseau commercial qu'elle contrôle. D'un côté elle tente de pallier les conséquences de son économie tournée vers la production militaire, de l'autre elle essaie de s'installer en Europe occidentale.

La grande misère des campagnes soviétiques

Le marché de 75 000 tonnes de beurre au total que l'URSS a passé avec la société Interagra pour cette année a été précédé par un marché de 200 000 tonnes passé il y a 4 ans. De ponctuels, les marchés de produits alimentaires deviennent systématiques et se généralisent à tous les produits de base.

RAFLE MONDIALE SUR LES PRODUITS ALIMENTAIRES

En 1976, la production de produits laitiers fléchissait de 4% par rapport à 1975. Dans le même temps, la production de viande baissait de 11%. Les soviétiques effectuaient une véritable

raffle de «tidbits» (petits pains) grâce auxquels les achats et la consommation du pain peuvent être réduits.

LES QUEUES ET L'EXODE RURAL

La pénurie alimentaire, loin d'être un phénomène passager, s'aggrave, d'abord du fait que les produits «rentables» sont développés par les équipes capitalistes qui ont les kolkhozes en main, ensuite parce que les produits agricoles disparaissent du marché où les produits sont bloqués pour être vendus au marché libre.



Queue devant un magasin d'alimentation à Moscou

ble raffle sur les marchés australiens et néo-zélandais en 1976, alors que l'URSS s'est déjà placée à la première place des clients de l'Argentine. D'un seul coup, l'URSS a commandé 45 600 tonnes de viande de mouton et de bœuf en Australie. Selon le journal «the Sun», «cette commande est une des plus importantes ventes de viande depuis des années». Auparavant, l'URSS avait acheté par troc 40 000 tonnes de viande avec la Nouvelle Zélande. Enfin, les achats de céréales par l'URSS sur le marché mondial sont devenus une institution, le déficit devant, selon les experts soviétiques, durer encore plusieurs années.

C'est ainsi que la bourgeoisie soviétique a dû inventer des mesures de rationnement qui ne disent pas leurs noms. La première est les 2 heures de queue obligatoires devant les magasins. L'explication officielle en est que les soviétiques étant les plus aisés, ils consomment plus. De la même manière, ils avaient sans doute soufflé au correspondant de «l'Humanité» que «les pénuries de viande sont la conséquence de la volonté de l'État d'élever le niveau de vie de la population». De cette manière, le jeudi était proclamé «jour du paysan», c'est-à-dire jour sans viande ! Dans le même temps, la presse vantait les

merites de «tidbits» (petits pains) grâce auxquels les achats et la consommation du pain peuvent être réduits.

PAS DE BEURRE, DES CANONS

La loi de la «rentabilité» des kolkhozes chasse les paysans de leurs terres et forme les queues devant les magasins d'alimentation. Depuis 1959, au moins deux millions de paysans en surnombre ont été chassés vers les régions industrielles.

L'industrie lourde voit ses ressources financières augmenter de 33%, l'agriculture de 10%. Délibérément, la bourgeoisie soviétique choisit de développer l'infrastructure qui lui permet d'accélérer sa production de armements, de renforcer sa supériorité dans le domaine des armements classiques et de combler son retard dans le domaine des armes sophistiquées, dont la production draine aujourd'hui le tiers du budget soviétique.

La vente de beurre à l'URSS vient alléger les insupportables charges que la politique de militarisation fait peser sur l'économie soviétique, et aide Brejnev à poursuivre sa production de guerre.

POURQUOI DU BEURRE ?

Il y a, dit-on, trop de lait en Europe : 1 100 000 tonnes de poudre et 260 000 tonnes de beurre sont en stocks, alors que par ailleurs le déficit mondial en matière grasse alimentaire augmente chaque année.

A ce déficit, deux origines : d'une part, les pays du Tiers Monde ont été depuis trop longtemps contraints par l'impérialisme de réduire leurs ressources agricoles vivrières au profit des cultures industrielles exportables, d'autre part, l'économie de guerre de la bourgeoisie au pouvoir en URSS favorise l'industrialisation lourde au détriment de l'agriculture. D'année en année, le déficit alimentaire augmente dans les pays de l'Est qui sont contraints d'importer du blé des USA ou du Canada et des produits laitiers, en particulier du beurre, de la CEE.

Les marchés sont passés au cours mondial du beurre : 4,50 F le kilo. Ce cours est aligné sur le prix des produits équivalents d'origine végétale tels que la margarine.

POURQUOI DES STOCKS DE PRODUITS LAITIERS ?

Le commerce des produits oléagineux dont est tirée la margarine est entièrement entre les mains de groupes multinationaux dont Unilever est le chef de file. D'une puissance économique comparable à l'un des neuf états de la CEE, Unilever impose sa loi sur le marché mondial des matières grasses. Ce chef de file de l'impérialisme a imposé à la CEE l'exonération de droits de douane à l'entrée dans le marché commun pour ses produits.

De ce fait, le beurre et le lait, pourtant payés un prix de misère aux paysans, restent dans les frigos du marché commun. Les consommateurs utilisent la margarine moins chère, au plus grand profit des Unilever et

compagnie. Ces trusts profitent de la double exploitation, d'une part des producteurs du Tiers Monde, d'autre part des paysans européens qui supportent les surplus accumulés dans les frigos.

Les stocks de beurre augmentent rapidement ; s'il n'y a pas d'exportations vers des pays-tiers, ils atteindront selon les experts 400 000 tonnes et peut-être 500 000 tonnes à la fin de l'année, alors que les importations de matières végétales s'élèvent annuellement à 1 600 000 tonnes.

INTERAGRA FAIT SON BEURRE

La seule possibilité d'exportation est de subventionner ces produits. Les subventions sont octroyées par le FEOGA (Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole), lui-même financé par les impôts des contribuables européens.

Outre les marchés (subventionnés à raison de 9 F par kilo) passés avec les pays arabes, le Portugal, le Japon..., l'URSS et d'autres pays de l'Est sont acheteurs de grosses quantités de beurre.

Interagra, la firme de F.B. Doumeng, le milliardaire du PCF, sert d'intermédiaire. Interagra avait conclu un marché portant sur des livraisons successives, par tranche de 10 000 tonnes, pour environ 70 000 tonnes au total.

Mais la commission de Bruxelles a tranché ; sous la pression de Roy Jenkins, le nouveau président anglais, le commissaire chargé des questions agricoles, Finn Olaf Gundelach, a dit non à ces exportations.

L'OPPOSITION DE LA COMMISSION DE BRUXELLES

Roy Jenkins avoue «naïvement» que son opposition à ces exportations est motivée par son refus de subventionner la «ménagère soviétique»...

L'opposition britannique reflète les pressions américaines sur l'Europe, et l'attitude de Jenkins répond aux vœux de Carter désireux de renforcer la rivalité avec la super puissance soviétique. L'opposition de la Grande Bretagne s'explique aussi par ses contradictions avec le marché commun agricole. Elle préfère continuer à s'approvisionner à plus bas prix, hors du marché commun, notamment en commerçant avec les anciens pays du Commonwealth : ainsi, la Grande Bretagne importe 125 000 tonnes de beurre de Nouvelle Zélande sur la base du cours mondial (plus bas que le cours européen).

Aussi, pour l'encourager à importer des produits de la CEE, le FEOGA lui verse des «montants compensatoires». Mais, la Grande Bretagne reste hostile à cette politique des Etats européens de subventionnement, pour abaisser les prix agricoles européens à l'exportation ; de ce fait, elle s'oppose à la vente de beurre «subventionné» à l'URSS.

L'attitude de la Grande Bretagne soulève le problème du soutien à l'économie de l'URSS mais, également celui du soutien à sa propre économie en crise. La pression du social-impérialisme qui cherche, dans des échanges avantageux pour lui, à se lier les économies de spays du «second monde», l'impuissance de ces pays à surmonter la crise se reflète à travers cette «affaire de beurre».

Deux aspects de la crise du capitalisme sont soulignés par cette affaire : d'une part, l'économie de guerre qui impose la misère aux masses populaires en URSS, d'autre part une économie de gaspillage qui, dans la CEE, réduit les paysans à l'exode et impose la consommation de produits de mauvaise qualité à l'ensemble des travailleurs.

PRIX MONDIAL ET PRIX EUROPEEN

Prix du beurre au cours mondial :	4,50 F le
Prix du beurre sur le marché européen :	13,50 F le kilo
Subvention du FEOGA aux firmes qui font les intermédiaires pour le marché :	9 F par kilo

La Commune au jour le jour

Paule SACONNET

De la guerre au siège de Paris



«Gare au bouillon rouge» s'exclame Vallès dans *«l'Insurgé»*. «La misère les déborde, le socialisme les envahit». Et en effet, la bourgeoisie française, comme la bourgeoisie allemande redoutent de plus en plus la montée des luttes et l'organisation par-dessus les frontières de ces luttes grâce à la Première Internationale. Napoléon III en particulier croit trouver une solution aux problèmes économiques et sociaux d'un règne en plein pourrissement par le recours à la guerre.

Pour la première fois dans l'histoire, à Berlin, à Paris, des travailleurs essaieront d'arrêter le flot montant du «bouillon rouge», en lançant des appels à la paix.

Mais les événements se précipitent : le 19 juillet la France déclare la guerre à la Prusse croyant s'assurer par une guerre-éclair une victoire éclatante.

Ce fut au contraire une défaite écrasante, ultra rapide, due à l'incapacité, à la corruption des généraux.

Dès le 8 août, Engels écrivait : «L'armée française a perdu toute initiative». Et le 2 septembre, c'est la fameuse capitulation de Sedan. Outre une grande partie de son armée, Napoléon III y perd sa couronne.

Chute de l'Empire

Sous la pression des masses, proclamation de la République.

Mais d'une République bourgeoise, qui redoute comme l'Empire, plus les travailleurs que l'envahisseur prussien.

Ainsi les généraux préfèrent-ils dégarnir les défenses contre l'armée prussienne, afin de regrouper des troupes contre le peuple de Paris.

Les Prussiens font le siège de la capitale. Et c'est pour les travailleurs un long hiver de froid, de faim, de bombardement. Et de colère aussi car ils n'admettent ni la trahison de «Badinguet», ni la défaite, ni l'inaction du gouvernement provisoire.

Des comités de vigilance populaire s'organisent dans les quartiers, et au sein même de la Garde Nationale. Le 6 janvier, une affiche est placardée sur les murs de Paris, la fameuse «affiche rouge». Elle se termine par un menaçant : «Place au peuple ! Place à la Commune !»



Laumier condense ici de façon magistrale le règne de l'oppression de Napoléon III : du coup d'Etat de 1851 à la défaite de Sedan.

DANS NOTRE COURRIER

Festival de culture arabe de Besançon

Les autorités sionistes ont raté leur coup

CAMARADES DU
QUOTIDIEN DU PEUPLE

Le comité des Etudiants Arabes de Besançon a organisé du 7 au 17 mars un Festival Culturel Arabe. Y ont lieu des débats, des conférences, et de nombreux films militants y sont présentés. Ce festival est un témoignage important tant sur les luttes des peuples arabes contre le sionisme et l'impérialisme, que sur la solidarité qui se forme chaque jour entre ouvriers français et immigrés dans leur lutte contre le capitalisme.

Un tel festival, voilà de quoi mettre en rage les sionistes et autres racistes de la ville ! L'an dernier, lors de ce même festival, la municipalité PS de Minjot avait attaqué, sur l'intervention personnelle de Kahler, adjoint aux affaires culturelles, les associations organisatrices, exerçant pressions et menaces sous prétexte que «l'Etat d'Israël» ne figurait pas sur la carte culturelle du Monde Arabe !

Cette année, c'est le doyen de la Faculté de droit qui a tout fait pour

s'opposer à la projection du film «l'Olivier» qui devait avoir lieu sur le campus. Ce film, qui est un hommage à la Palestine combattante, restitue son identité à travers sa culture et son histoire. C'était plus sans doute que ne pouvaient supporter ce monsieur. A la dernière minute, il revenait sur l'autorisation accordée «à cause des risques d'incendie» !

Une précision : le doyen en question figure sur la liste du comité de soutien à Schwint, du PS, lequel pour ces municipales a obtenu la succession de Minjot ! Quelle continuité chez ces sociaux démocrates : de Golda Meir à Mitterrand, de Minjot à Schwint and C° dans l'agression contre les peuples.

Une riposte appropriée a été lancée, dénonçant ces provocations sur la faculté même, en plein air, les camarades arabes ont montré que, malgré les difficultés réelles de l'heure, le peuple palestinien comptant sur ses propres forces poursuivait son combat pour la création d'une Palestine

indépendante, laïque et démocratique sur tout le territoire de la Palestine, tandis que l'assistance, nombreuse — par ses questions et ses interventions — manifestait son soutien à son peuple, et à la Révolution Arabe.

Manifestement, en croyant semer la confusion et le défaitisme, les sionistes ont raté leur coup !

J'AI FAIT LIRE...

«Le quotidien du Peuple est un outil indispensable aux luttes des travailleurs donc je réaffirme qu'il est un journal complet. Des félicitations pour vos enquêtes, vos reportages.»

«J'ai fait lire l'enquête sur le mouvement écologiste à un écologiste qui est dans la même «boîte» que moi. Il a apprécié vos articles.»

Salutations révolutionnaires
O.L.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

A UN AN DU COUP D'ÉTAT MILITAIRE EN ARGENTINE

5 heures de solidarité avec l'Argentine en lutte

LE VENDREDI 25 MARS 1977 DE 19 h À 24 h
À LA MUTUALITÉ, RUE SAINT-VICTOR, PARIS 5^e

— Table Ronde d'information sur les luttes et la répression en Argentine, avec la participation de représentants de : CIMADE, Justice et Paix, Association Française des Juristes Démocrates, Section Française du Mouvement International des Juristes Catholiques, Section Française d'Amnesty International, Syndicat de la Magistrature, Association des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture, et de la Commission Argentine de Défense des Droits de l'Homme (CADHU).

— Témoignages d'ex-prisonniers politiques argentins, chiliens, uruguayens.

— Chansons d'Amérique Latine : Iginio Mena, Zavalero, Martin Saint Pierre, etc.

— Projection d'un montage audiovisuel «Argentine en Lutte».

Paris, le 14 mars 1977

«DE SOL A SOL» FILM SUR LE MOUVEMENT PAYSAN AU PORTUGAL

«Le Portugal, s'il était bien partagé, il y aurait assez pour que tous puissent vivre. Mais non ! Il y a ceux qui possèdent 3 ou 4 millions et les autres, nous qui n'avons rien ! C'est ça qui ne va pas. Car voici ce qu'il y aurait de plus beau : vous mangez de la viande et moi aussi ; vous avez un veston neuf et moi aussi ; vous avez de l'argent et moi aussi, j'en aurais.»

Eh bien non, ces messieurs mangent des meilleures choses, et nous, on reste là avec notre faim et notre misère !»

C'est par ces phrases que le berger du village de Cortes, sur les bords du Douro, conclut son récit dans le film, tourné en août 1975 et janvier 1976 dans les provinces du Nord, l'Estremadura et le bas Alentejo. A travers ses réalités différentes, il tente de retracer ce que furent les aspirations et les luttes des paysans portugais, et qui pesèrent tant dans l'évolution de la situation au Portugal, comment ils envisagent cette lutte après le 25 novembre 1975.

A PARTIR DU 23 MARS
CINÉMA LA CLEF
21, RUE DE LA CLEF, PARIS 5^e



ABONNEZ-VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE 1 AN 300 F

Nom.....
Prénom.....
Adresse.....

Abonnement normal : 300 F
Abonnement de soutien : 500 F
Abonnement de soutien : ... F

Mode de versement :
en une fois
en trois fois (échelonné sur trois mois).....

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRM
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC-Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

50^e épisode

Personne n'avait pensé à Hélène. Pâle, les mains balantes, elle s'avança dans la zone de lumière. Son pied heurta une chaise, et les regards se portèrent sur elle. Chancelant sous le choc, elle s'accrocha au dossier de la chaise, tournée vers Michel :

— Alors ? Que faisons-nous ici, si tu crois vraiment ce que tu dis ? Si Volume et Terro le croient aussi ?

Michel détourna la tête pour ne plus la voir. Elle avait commencé sur un ton assuré. Ses idées s'embrouillaient. Elle ne comprenait plus. Elle ne savait plus ce qu'elle voulait dire. Elle avait peur. Jouant avec son alliance, elle recula vers le fond de la pièce. Sa voix se brisa :

— Michel, si nous risquons tous de nous faire tuer, pense aux enfants. S'il te plaît ! Pense à nous !

Elle croyait donner un conseil, un ordre, et elle implorait, priait.

Etienne en tremblait. De voir sa mère ainsi le bouleversait. Il se dressa et hurla, de toute sa force :

— Fichez-lui la paix !

Maintenant, c'était lui, le point de mire. Sa mère en profita pour s'éclipser dans l'escalier. Emeline la suivit. Etienne soupira et se rassit, soulagé, en acteur qui a bien joué son rôle. Et comme Vieljeu, Terro et Volume le regardaient encore, il leur dit la première phrase qui lui passa par la tête :

— Je crois que vous êtes dans un sale pétrin !

Ils se turent, laissèrent le feu s'éteindre et, sans un mot, allèrent se coucher. Vieljeu monta l'escalier en chaussettes, espérant qu'Hélène dormait. A la lumière de la lune, il commença à se déshabiller. Il s'arrêta pour écouter la respiration de sa femme, dont il ne pouvait voir le visage.

Soudain, comme il se trouvait déjà presque nu, la voix d'Hélène le fit sursauter :

— Michel ! Je ne t'ai pas reconnu ce soir !

Cachée par la nuit, elle n'avait plus honte. Elle parlait d'une voix calme : les mots glissaient, nets dans le silence.

— Toi, Michel, qui a toujours cru, toujours agi... D'un seul coup, tu abandonnes ? Tu dis « on est foutus » ? Autrefois, tu ne disais pas ça.

Le mot « autrefois » heurta Michel. De quel droit parlait-elle du « Michel d'autrefois », le comparait-elle au « nouveau », se posait-elle en juge ?

— Autrefois ! Ma pauvre Hélène ! Qu'est-ce que j'ai fait, autrefois ?

— Tu t'es toujours battu : contre Munich, pour l'Espagne...

— Est-ce que j'ai empêché Munich, ou arrêté Franco ?

— En tous les cas, avant, tu n'as jamais dit « on est foutus ». Tu disais que le pessimisme, c'était bon pour les autres.

Michel ne s'aperçut pas qu'Hélène demandait seulement à être consolée et que, pour la rassurer, il suffisait d'affirmer que rien n'était foutu, qu'il restait de l'espoir. Michel se sentait dans son tort et cherchait à se justifier, non à calmer Hélène.

— Autrefois, ma petite Hélène, le pessimisme était bon pour les autres, parce que je ne faisais rien ; rien de rien ! A part critiquer tout le monde ! Et quand on critique, comment peut-on être foutu ? Au pis, on a eu tort et tout va bien ! Au mieux, on a eu raison et c'est la catastrophe : la victoire des prophètes de malheur ! Aujourd'hui, tu m'entends, aujourd'hui, dans le Vercors, je fais mon affaire. J'y crois. Si c'est foutu, moi aussi ! Voilà !

La tête sur l'oreiller, Hélène pleurait. Lui, assis, la regardait sans oser bouger, de peur qu'elle ne fasse un geste. Touché, il lutta pour ne pas s'attendrir. Il refusait de remettre en question son désespoir. Hélène ne se retourna pas. Elle finit par s'endormir, et Michel se réfugia de nouveau dans son raisonnement.

Vieljeu passa les 10 et 11 juillet avec sa famille. Etienne attendait beaucoup de lui ; il fut déçu. Sans avoir cru que son père lui ferait un récit détaillé de Saint-Nizier, il avait quand même espéré trouver assez d'indices dans la conversation pour alimenter son imagination. Un « cela a été dur » aurait suffi pour lui donner une image de son père dans la bataille. Mais là où Etienne croyait trouver un homme aux souliers cloutés, il trouva une paire de pantoufles. Là où il cherchait un lieutenant, il trouva un rêveur. Le glorieux héros passa deux jours à se laver, à manger plus qu'à sa faim et à dormir.

(à suivre)

QU'EST-CE QUE LE CONSEIL NATIONAL PALESTINIEN ?

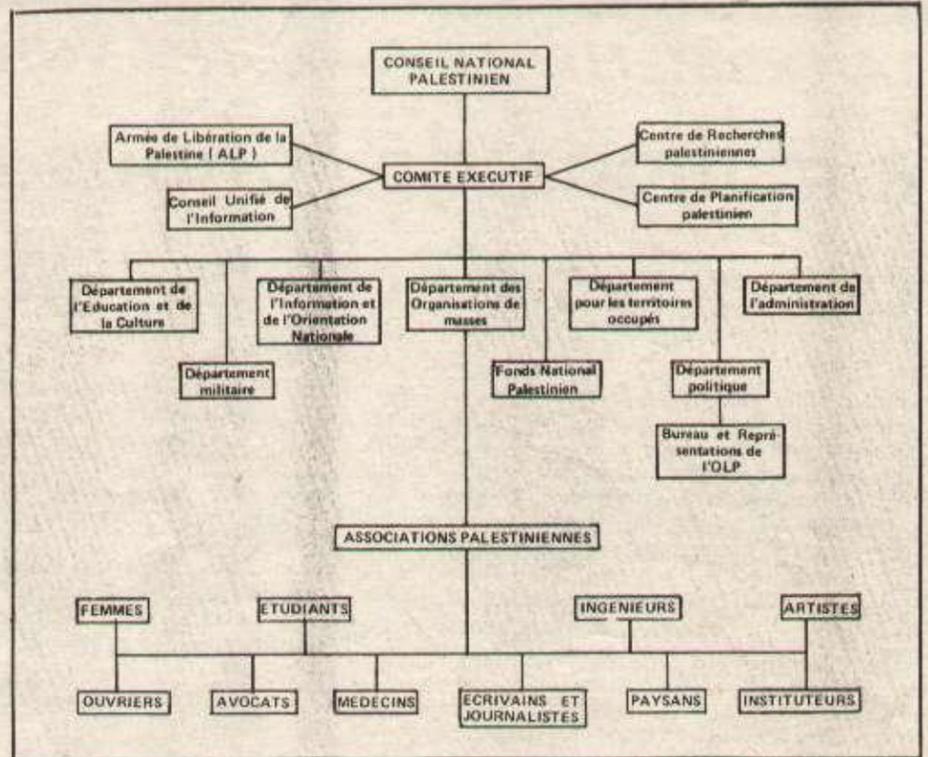
Le Conseil National Palestinien a commencé ses travaux depuis le 12 mars. On le compare souvent à un parlement. C'est une analogie : il n'a de fait rien à voir avec les institutions parlementaires telles qu'on les connaît dans notre pays, par exemple.

C'est en effet l'institution suprême - de l'Organisation de Libération de la Palestine : les parlements bourgeois ne constituent, eux, qu'une façade démocratique : la réalité du pouvoir appartenant aux rouages du pouvoir exécutif.

Le Conseil National (moins de 200 membres) est élu tous les 2 ans. Il élit le Comité Exécutif, qui assure dans l'intervalle des sessions la direction de l'OLP.

Le Conseil National Palestinien concrétise la volonté du peuple palestinien de reconquérir sa patrie et sa souveraineté. A partir du moment où il se constitue, en mai 1964, c'est déjà une victoire : ce peuple opprimé sur son propre sol ou chassé de sa patrie, dispersé dans différents pays, voué à la misère et à la dépendance des camps a trouvé le moyen de rassembler des forces vives, de constituer un organe national réaffirmant ce que l'impérialisme et le sionisme avaient cru pouvoir effacer à tout jamais : la Palestine est une patrie arabe, ses frontières sont celles qui existaient lors du mandat britannique. Et le judaïsme est une religion, non une nationalité.

Dans les conditions où se trouve placé le peuple palestinien, il serait absurde de concevoir que ce Comité National puisse être élu selon les formes nouvelles de la démocratie. Toute l'histoire du Conseil National de l'évolution de sa composition montre qu'il a suivi la logique de l'histoire, la logique de son peuple : c'est un effort constant pour se rendre complètement indépendant de toute pression ou ingérence extérieure (y compris arabe) et pour s'assimiler le plus fidèlement les forces patriotiques les plus larges et les plus conséquentes du peuple palestinien. Il a constitué le creuset où a pu s'engager l'unification des diverses



organisations palestiniennes.

Des organisations comme le Fath, initiateur de la lutte armée contre l'occupant sioniste, y ont pris, après la défaite de 1967, un poids de plus en plus important.

D'autre part, au fur et à mesure qu'elles prenaient de la consistance, les organisations de masse comme l'Union des Travailleurs, l'Union des Femmes et l'Union des Étudiants se sont trouvées plus fortement représentées au sein du Conseil National.

Ainsi, les différentes organisations politico-militaires, les différentes associations de masse palestiniennes et aussi les différents couches (avocats, médecins) sont représentées au sein du Conseil National : elles sont unies sur la base des chartes successives adoptées par le Conseil National et qui ont marqué la clarification et la progression de l'aspiration du peuple palestinien à sa libération.

Chaque Conseil National a signifié une étape dans cette progression :

- Le 2^e (1965) a décidé de rendre obligatoire l'entraînement militaire pour tous les Palestiniens. Il a souligné le rôle des femmes dans la lutte de libération.

- Le 3^e (1966) a annoncé

l'aide de la Chine Populaire.

- Le 4^e (1968) a revêtu une grande importance : il a inscrit dans la charte que l'étape que vit le peuple palestinien, c'est l'étape de la lutte pour la libération de la Palestine. Il a mis en valeur le rôle décisif du combat des fedayin, et de la lutte armée, seule voie pour retourner dans la patrie. Il a posé la Révolution Palestinienne comme partie intégrante de la révolution mondiale contre le colonialisme et l'impérialisme (notamment US).

- Le 6^e (1969) a affirmé pour la première fois comme objectif : « la libération complète et totale de la Palestine, la liquidation de l'entité sioniste en Palestine, le retour du peuple palestinien et l'instauration d'un État démocratique palestinien après la libération, sans distinction de race ni de religion ».

LE COMITÉ EXECUTIF

Parmi ses membres, le Conseil National élit le Comité Exécutif de l'OLP, qui est en sorte le « cabinet » palestinien. Les membres de ce Comité élisent à leur tour le président du Comité Exé-

cusif. Cet organisme siège en permanence et ses membres travaillent sans interruption. Les membres du Comité Exécutif sont responsables chacun et en commun devant le Conseil National pour la mise en pratique des décisions, des plans et des programmes élaborés par le Conseil National. Le nombre des membres du Comité a été fixé à 15 personnes au maximum (le président compris). Chaque membre est responsable d'un département, tout comme dans un gouvernement (par exemple affaires étrangères, information, territoires occupés, éducation/culture, défense, etc.)

Le Comité Exécutif a quatre tâches principales : il représente officiellement le Peuple Palestinien, surveille les différents organismes de l'OLP, élabore des directives et des programmes et prend des décisions relatives à l'organisation de l'OLP (dans le cadre de la Constitution). Enfin, il met en pratique la politique financière de l'OLP et prépare le budget. De manière générale, le Comité Exécutif assume toutes les responsabilités de l'OLP qui lui incombent au terme des directives et décisions prises et définies par le Conseil National.

Programme télé

JEUDI 17 MARS

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Nounours
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Jean Pinot, médecin d'aujourd'hui
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien... raconte !
20 h 00 - TF 1 actualités
20 h 30 - Rendez-vous en noir (4). Série policière
21 h 20 - L'événement
22 h 20 - Arcana ; les musiques mécaniques
23 h 20 - TF 1 actualités

A 2

18 h 35 - Les histoires de l'histoire
18 h 45 - Flash information
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales

19 h 40 - Flash information
19 h 45 - La tirelire
20 h 00 - Le journal
20 h 30 - Scott Fitzgerald à Hollywood. Téléfilm américain
22 h 10 - Vous avez dit bizarre
23 h 35 - Les nouvelles

FR 3

18 h 10 - Objectif formation. Les hommes du béton
18 h 45 - Enfants d'ailleurs. Mexique
19 h 05 - Terroir 22
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Scènes de la vie de province. La griffe du luthier
19 h 55 - FR 3 actualités
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - La mandarine. Film franco-anglo-italien d'Edouard Molinaro (1971)
21 h 55 - Un journal, un événement

LA FERMENTATION MÉTHANIQUE

4 millions de tonnes de pétrole dans les déchets agricoles

Par Serge LIVET

Interview de M. Zelter, directeur de recherche à l'INRA

De l'énergie dans le fumier, cela peut sembler fantaisiste, c'est pourtant une réalité. Une réalité sur laquelle travaillent plusieurs chercheurs actuellement avec l'espoir d'aboutir à produire du méthane à partir des différents déchets de l'agriculture et de l'élevage. Monsieur Zelter qui dirige ces recherches à l'INRA (Institut National de la Recherche Agronomique) a bien voulu nous expliquer le mécanisme de transformation du fumier en méthane et les perspectives

ouvertes à cette technique. L'apport de la fermentation méthanique en agriculture ne serait certainement pas négligeable.

Les feux-follets qui effrayaient nos ancêtres ne sont rien d'autre que la combustion du gaz produit par la fermentation de déchets organiques dans les marais. Ce phénomène qui existe à l'état naturel peut être produit avec un rendement autrement supérieur dans des installations spéciales.

Pendant la dernière guerre mondiale et pendant une dizaine d'années après, la fermentation méthanique du fumier était utilisée dans quelques fermes en France et en Allemagne. Des chercheurs français et des chercheurs allemands avaient mis au point une technique qui fut appliquée dans un millier de fermes dans chaque pays. A partir de 1957, le pétrole est devenu très bon marché et la technique a été abandonnée. Une autre raison de la disparition des installations de fermentation méthanique : la technique n'était pas au point et elle n'a pas évolué. Comme il n'y avait pas eu d'études fondamentales tant que chimiques que biologiques et bactériologiques, la technique est demeurée très empirique. Il y a eu beaucoup d'échecs, des rendements très faibles et extrêmement variables, la crédibilité de cette technique s'est trouvée entamée. Il aurait fallu entreprendre des recherches sans attendre, on aurait alors réussi à maîtriser suffisamment ce procédé.

La production de méthane à partir des déchets de l'agriculture, autrement dit leur valorisation énergétique présente plusieurs avantages. Elle permet d'abord d'utiliser à des fins utiles ces déchets et en même temps de résoudre le problème qu'ils posent. Il y a d'abord les déchets de l'agriculture céréalière : paille, tiges de maïs qui sont brûlées ou enfouies lorsqu'elles ne servent pas de litière.

Paille, 10 à 11 millions de tiges de maïs, il y a également une importante quantité de fanes de pommes de terre. A cela il faut ajouter les déchets de l'élevage qui posent plus de problèmes : le fumier et le lisier. Le fumier est produit dans l'élevage traditionnel, c'est un mélange d'excréments et de paille; le lisier est fluide, il provient des élevages modernes hors sol, en stabulations, les excréments sont emportés par un jet d'eau.

raines et parfois ils véhiculent des germes pathogènes. La production annuelle d'effluents de l'élevage en France est de 280 millions de tonnes.

On comprend tout le parti qu'on pourrait tirer de ces déchets. On estime que si l'on maîtrisait la technique de la fermentation méthanique, on pourrait produire entre 4 et 5 millions de tonnes d'équivalent en pétrole, soit un peu plus de la quantité d'énergie consommée par le secteur agricole. Le résidu de la fermentation méthanique est un excellent compost, absolument non polluant, qui peut être utilisé comme engrais.

Le fumier et le lisier surtout sont une source de pollution pour l'environnement, ils sont malodorants, ils peuvent polluer certaines rivières souter-

280 MILLIONS DE TONNES DE DECHETS AGRICOLES

On produit en France 25 millions de tonnes de

LES STATIONS D'EPURATION PRODUISENT DU METHANE DEPUIS 1930

Actuellement et depuis longtemps du méthane est produit dans des stations d'épuration urbaine. Ces stations ne sont pas destinées à produire de l'énergie, mais à détruire les déchets et à épurer les eaux usées urbaines par fermentation microbienne formatrice de méthane.

Certaines de ces stations utilisent ce méthane pour leurs besoins propres : chauffage des locaux, carburant pour les camions, de la même façon que les camions de la région de Lacq marchent au gaz naturel, constitué essentiellement de méthane.



Digesteur mis en place à l'INRA pour l'étude de la fermentation méthanique. (Photo INRA)

LA FERMENTATION METHANIQUE

La fermentation méthanique des déchets organiques se fait dans des cuves hermétiquement closes, en milieu anaérobie, c'est à dire en absence d'air. Lorsqu'on a enfermé la masse humide dans ce type de digesteur, les bactéries qui se trouvent naturellement dans les déchets provoquent leur fermentation qui dégage un gaz contenant 50 à 60 % de méthane et 40 %-45 % de gaz carbonique. Seul le méthane est combustible, le gaz carbonique ne brûle pas. Un mètre cube de méthane pur produit autant de chaleur en brûlant qu'un litre de fuel domestique, c'est à dire neuf thermies. Le gaz produit par la fermentation méthanique ne contenant que 60 % de méthane, un mètre cube de ce gaz équivaut à 0,6 litre de fuel.

Le procédé étudié par l'INRA s'effectue dans des cuves à fermentation « en discontinu » dont la durée est de 60 à 90 jours. Les digesteurs sont chargés et vidangés en une seule fois. Il existe par ailleurs un autre procédé de fermentation « en continu », où le chargement des cuves a lieu régulièrement chaque jour avec une quantité fixe de matière sèche dont la durée de transit du système varie entre 10 et 20 jours. Ce procédé très sophistiqué appliqué généralement dans les stations d'épurations urbaines, est d'une conduite fort délicate et exige une grande technicité.

QdP : Depuis quand s'intéresse-t-on à la fermentation méthanique ?

M. Zelter : C'est une idée qui n'est pas nouvelle. En 1775, Volta avait signalé que les feux-follets qu'on voit au-dessus des marais étaient dus à la combustion du méthane.

Pasteur a fait une communication sur la possibilité de fabriquer un gaz à partir du fumier. Il pensait qu'on pourrait s'en servir un jour pour le chauffage. Pendant la guerre on a mis au point une application pratique dans l'agriculture qui permettait de produire du gaz de chauffage et de faire fonctionner de petites génératrices pour produire de l'électricité. J'en ai vu une dans les Vosges qui fonctionnait toujours, dans une ferme d'une quinzaine de vaches. C'est une installation très primitive datant de 1952 qui produit environ 3 m³ de gaz par jour. Il est évident que si l'on veut envisager la méthanique comme énergie de remplacement, il faut maîtriser la technologie de la fermentation et obtenir un rendement satisfaisant. Pour l'instant ce n'est pas le cas, le gaz de fermentation n'est pas compétitif avec les autres formes d'énergie.

QdP : Quelles sont les obstacles à la généralisation d'unités de production de méthane de fermentation ? Quelles recherches sont menées actuellement pour maîtriser cette technologie ? Peut-on espérer la mise au point d'un système fiable dans un délai raisonnable ?

M. Zelter : Premièrement on connaît mal les mécanismes de la fermentation méthanique. Toute la partie biologique et biochimique reste à étudier. Nous considérons qu'il est impossible de vulgariser cette technologie tant qu'on ne la maîtrise pas. Or pour la maîtriser et pour l'optimiser, il faut bien connaître les mécanismes de la fermentation, la bactériologie, les moyens d'intervention qui permettraient d'assurer un rendement maximum de la fermentation, une production maximum de méthane et d'assurer un rendement régulier. Tant que nous ne connaissons pas cela on ne peut pas dire : voilà nous avons la solution.

DES RECHERCHES SONT EN COURS

Nous avons actuellement à l'INRA des recherches en cours en collaboration avec la DGRST. Tant que ces re-

cherches n'auront pas été menées à leur terme, on ne peut pas dire aux gens : allez-y, c'est comme cela qu'il faut faire. On a eu autrefois une expérience négative avec l'ensilage. Il y avait eu énormément d'échecs parce qu'on maîtrisait mal la bactériologie et la biochimie de cette fermentation. Des exploitants ont eu des échecs et tout le monde a abandonné ; il a fallu quinze ans ensuite de recherches et de démonstrations pour que les gens aient à nouveau confiance et qu'ils reviennent de leurs déceptions. Le même phénomène risque de se reproduire si on dit aux gens de se lancer comme ça dans la fermentation méthanique. Et puis il n'y a pas un seul équipement existant. Nous sommes incapables de dire quel type d'équipement il faut employer, de quelle manière il faut s'y prendre. Nous ignorons s'il faut chauffer les déchets, à quel degré, dans quelles régions, quelle doit être l'épaisseur d'isolement des digesteurs, les cuves de fermentation.

DANS DEUX ANS NOUS AURONS UNE REPONSE

Nous savons que pour optimiser la production de méthane, il faut travailler à 35°-37°, dans nos réacteurs nous n'avons pas ces températures, il faut donc chauffer. Nous ignorons s'il faut chauffer tout le temps ou pendant certaines périodes, nous ignorons s'il faut ou non brasser la masse. Nous travaillons là-dessus actuellement. Nous ne savons si avec le chauffage à 35° par exemple nous produirons plus d'énergie que nous n'en dépensons. Tant qu'on n'aura pas résolu tous ces problèmes, on ne pourra pas vulgariser cette méthode. Dans l'état actuel des choses, nous considérons qu'il est extrêmement imprudent de se lancer dans la fermentation. D'ici deux ans, nous pensons pouvoir, compte tenu du programme de recherche que nous avons, premièrement dire si en opérant de telle ou telle manière on maîtrise la technologie, et ensuite si on peut garantir en fonction de l'application de certaines règles un rendement minimum de tant, et un rendement supérieur en appliquant d'autres méthodes, et à partir de quel rendement c'est rentable.

Beaucoup d'éléments de cette technologie ne sont pas encore maîtrisés, les chercheurs de l'INRA espèrent aboutir à des résultats concrets d'ici un à deux ans.